

solidarité guatemala

15 F



n° 24-25. mars-juin 1984.

BIG BROTHER

« Il s'agit d'une invasion
bien préparée »
écrit le "New York Post"

INTERVIENT AU GUATEMALA

LES ETATS-UNIS
CONDUISENT L'ATTAQUE
pense l'Amérique latine

De notre envoyé spécial
MARCEL NIEDERGANG

Panama, 21 juin. — Quarante-huit heures après une puissante attaque par air, terre et mer lancée par cinq mille hommes sous le commandement du colonel Castillo Armas, la « guerre de Guatemala » n'a pas encore pris le caractère de « soulèvement populaire contre la tyrannie communiste » que Washington voudrait lui donner. Les rebelles se maintiennent à Puerto Barrios et à San-José, qui furent encore bombardés hier dimanche. Ailleurs la situation est confuse. Des troubles ont éclaté à Quetzaltenango, deuxième ville du pays et principal bastion de l'opposition intérieure. Tout dépend encore de l'armée nationale. Si les officiers, inquiets devant la perspective de la formation de milices ouvrières et paysannes, l'emportent, l'hallali pourrait bientôt sonner pour le régime Arbenz.

L'importance des moyens utilisés par Castillo Armas montre assez qui dirige le bras et qui frappe. Avions, vedettes maritimes, armes, munitions et équipements ont été fournis par les Etats-Unis. « L'armée de la libération » comprend de nombreux étrangers.

En Amérique latine personne n'est dupe. Ce qu'on appelle déjà « l'attaque du Guatemala par les Etats-Unis » risque, quelle que soit l'issue de la guerre, de faire baisser un peu plus le prestige de Washington. Il reste vrai que l'opposition guatémalteque modérée, impatiente de l'étroite collaboration entre le président Arbenz et les communistes, s'est considérablement renforcée devant l'aggravation de la situation internationale du Guatemala. Que veut Castillo Armas ? « Nous sommes pour le régime véritablement démocratique, pour la révolution sociale, pour les mesures en faveur des travailleurs », nous avait dit voici deux jours à Tequicapa son principal lieutenant, Avellano, ex-candidat à la présidence.

(Lire nos informations en page 2)

Ceci se passe au milieu du XX^e siècle

Entretien avec
MIGUEL ANGEL ASTURIAS
sur la route de l'exil
par **Armand GATTI**

Prix Albert Londres 1954

L'EX-AMBASSADEUR du Guatemala au Salvador se laissa tomber sur une des rares chaises qui demeurent encore dans ce qui fut son bureau.

Une semaine auparavant il avait été destitué de son poste. Il faisait partie de la « charrette » de personnalités sur lesquelles le caudillo Castillo Armas avait, dès sa venue au pouvoir, jété l'interdit. Le premier

à avoir été couché sur la liste du « déshonneur national » fut le président Juan-José Arevalo, prédécesseur d'Arbenz, qui avait porté le Guatemala sur les fonds baptismaux de la démocratie. Miguel-Angel Asturias, ambassadeur au Salvador, avait suivi. Puis la liste s'était continuée, anonyme, avec les massacres d'Indiens qui avec leur instrument de travail (le machete) se battaient pour le fantôme de la liberté contre les balles américaines. Mais l'ambassadeur ignorait encore tout cela. Il avait entendu un soir à la radio le discours de Jacobo-Arbenz Guzman. « La liberté ne

(La suite en cinquième page)

UN MESSAGE DES INTELLECTUELS FRANÇAIS A L'O. N. U.

Samedi, le grand écrivain guatémalteque Miguel Angel Asturias adressait aux intellectuels français le câbligramme suivant :

A LOUIS ARAGON, LETTRES FRANÇAISES.
GUATEMALA, 19-6. 23 h. 34.

« Comme écrivain guatémalteque et comme Américain je demande à nos amis écrivains, journalistes, artistes de protester contre les bombardements aériens que font subir le jour et la nuit au Guatemala des avions pirates qui lâchent leurs chargements de mort sur les populations sans défense et ont déjà tué des femmes et des enfants.

« Debout, unie dans la bataille du Guatemala qui est déjà engagée, l'Amérique vous salue. »

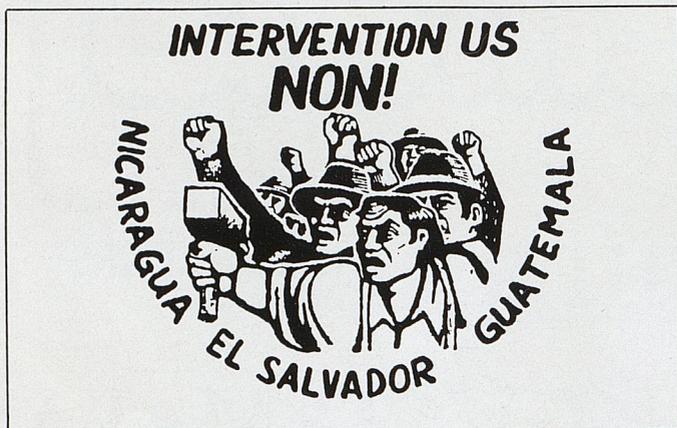
Signé : M.A. ASTURIAS.

En réponse à cet appel les intellectuels français soussignés ont adressé au secrétaire des Nations Unies le message que voici :

« A l'heure où il est permis d'espérer que bientôt s'arrête la guerre en Asie, nous assistons avec horreur à l'agression dont la petite République du Guatemala est victime. De nouveau des avions bombardent des villes et des villages, tuent des femmes et des enfants. Les intellectuels français soussignés conjurent l'Organisation des Nations Unies d'arrêter l'effusion de sang et d'interdire, conformément à l'article 2 de la Charte, « qu'il soit fait recours à l'emploi de la force contre l'indépendance politique de tout Etat ».

40 P. 12325

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE et DEMOCRATIQUE.



COLLECTIF GUATEMALA

67, rue du Théâtre

75015 PARIS

Tél : 579 67 57

Permanence le jeudi de 18 h 00 à 22 h 00.

FILMS:

* *Images d'une dictature.* P. Mercadini, 1980, couleur, 32 mn (loc. 250 F)

* *La Guerre des Mayas.* J.-M. Simonet, 1983, couleur, 52 mn (loc. 450 F)

PUBLICATIONS DU COLLECTIF GUATEMALA :

* *Vingt ans de lutte* (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews des commandants de l'EGP, des FAR, de l'ORPA et du PGT-ND.) (12 F).

* *Verdict du Tribunal permanent des peuples*, session Guatemala, janvier 1983 (10 F).

* *Cahiers guatémaltèques*, série d'articles d'analyse de la réalité guatémaltèque, sous forme de dossiers. Le n° 1 : les Indiens et la révolution (4 articles jusqu'aujourd'hui) (15 F).

* *Amérique centrale en lutte*, bimestriel (en collaboration avec les comités Nicaragua et Salvador) (6 F).

* *Solidarité Guatemala*, bimestriel (6F).

LIVRES :

* *Moi, Rigoberta Menchu*, E. Burgos, Gallimard, coll. Témoins, 1983 (95 F).

* *Légendes du Guatemala, l'Ouragan, Claireveillée de printemps*, M. A. Asturias. Tous chez Gallimard.

DIVERS :

* *Brochure URNG.* Recueil des textes 1983 (10 F).

* Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires.

* Disque *Maiz y fusil*, groupe Kin-lalat, 33 tours (55 F).

* Affiches, cartes postales, cartes dessinées, cassettes, tee-shirts, etc.

ABONNEZ-VOUS

Au moment où l'histoire du Guatemala est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce bulletin *Solidarité Guatemala* vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi nous avons adopté la formule de l'abonnement, cela étant le seul moyen de pouvoir

assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

ABONNEMENT 1 AN 36 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN 60 F

Chèques à l'ordre de :

COLLECTIF GUATEMALA.

Les fac-similés de une sont extraits de :
 « Le Monde », 22 juin 1954
 « Les Lettres françaises » n° 522, 24 juin 1954
 « Les Lettres françaises » n° 541, 4 novembre 1954.

Sommaire

Editorial	p. 3
Démocratie et gangstérisme	p. 4
Nouvelles des fronts	p. 7

● Dossier : Big Brother intervient au Guatemala p. 8

Solidarité	p. 32
Chronique économique	p. 36

Editorial



Comment s'insère le Guatemala dans la politique nord-américaine en Amérique centrale ? On est en droit de se poser la question alors que se déroulent les manœuvres militaires américaines avec la participation des armées honduriennes et salvadoriennes. L'objectif de ces grandes manœuvres paraît clair : Avec pour toile de fond le minage des ports nicaraguayens, les Américains s'approchent de la frontière salvadorienne dans le but d'intimider le FMLN-FDR tout en créant les bases matérielles (pistes d'aéroport notamment) en vue d'une éventuelle intervention directe.

Cependant un absent de taille manque au tableau : l'armée guatémaltèque.

Dès lors quelle place occupe-t-elle dans le dispositif stratégique nord-américain en Amérique Centrale ? Si nous regardons du côté de l'aide économique et militaire le tableau ne s'éclaircit pas davantage. En effet, les 10,3 millions de dollars « d'aide militaire sans armement » demandés par le président Reagan pour l'année 1984 seront vraisemblablement bloqués par l'aile démocrate du congrès.

S'agit-il alors d'une impasse stratégique ou d'un dispositif particulier spécifique au Guatemala ? Tout semble confirmer la première hypothèse.

Les différends entre les deux pays ont commencé sous le régime de Lucas Garcia lorsque la politique du président Carter conditionnait l'aide militaire au respect des droits de l'homme ; ils ont subsisté, contre toute attente, sous la présidence de R. Reagan. Du côté guatémaltèque, rappelons-nous que lors du coup d'État du général Mejia Victores, le 8 août 1983, tout le monde a vu en lui « l'homme des États-Unis » ; en fait la lune de miel ne dura pas longtemps. Ainsi le départ de l'ambassadeur américain F. Chapin le 20 février dernier, sous prétexte de différends personnels avec le général Mejia Victores, ajouté à la confirmation de la non-participation de l'armée guatémaltèque aux manœuvres « Grenadier I » montrent l'ampleur des difficultés que rencontrent les États-Unis à mettre en place une stratégie régionale cohérente, incluant le Guatemala.

Cela induit une contradiction entre la stratégie contre-insurrectionnelle menée par les États-Unis au niveau régio-

nal d'une part qui correspond d'autre part à un isolement croissant du Guatemala.

Cette stratégie contre-insurrectionnelle nord-américaine repose sur la recherche d'un équilibre raisonnable entre le politique et le militaire : les élections au Salvador favorisant l'installation d'un gouvernement démocrate-chrétien avec pour contrepartie l'installation de bases militaires au Honduras.

Au contraire, au Guatemala les militaires restent les seuls interlocuteurs. Toute alternative autre que les militaires est aujourd'hui impossible. Tout a été tenté et toutes les alternatives possédant au moins une apparence démocratique et réformiste ont été systématiquement éliminées. Vis-à-vis des États-Unis, cette situation exprime à la fois la faiblesse et la force des militaires guatémaltèques : faiblesse car leur image fortement détériorée fait obstacle à une aide militaire massive des États-Unis au moment où celle-ci s'avère dramatiquement nécessaire ; et force car leur condition d'interlocuteurs *uniques* face aux américains, avec la conscience qu'ils ont d'être l'armée la plus puissante et la mieux entraînée de la région, en font des alliés indispensables pour les États-Unis.

C'est ainsi que les militaires guatémaltèques savent qu'à terme, les États-Unis devront inévitablement légitimer ouvertement et soutenir massivement un gouvernement coupable de crimes contre l'humanité ; ils savent donc que les États-Unis devront tôt ou tard « partager » leur image de gouvernement génocidaire et terroriste.

Cette situation n'est absolument pas conjoncturelle. Elle constitue plutôt le point culminant d'un processus qui prend date il y a exactement 30 ans, en 1954, lors de l'intervention américaine provoquant la chute du gouvernement révolutionnaire et démocratique du président Arbenz. Quelques aspects relevant de cette évolution sont développés dans le dossier de ce numéro double de « Solidarité Guatemala » ; dossier où tel un montage diapositive fondu-enchaîné l'image précédente se fond dans la réalité présente. ■

DEMOCRATIE

ET GANGSTERISME

Un écrivain guatémaltèque, Miguel Angel Asturias, à qui l'on demandait pourquoi il décrivait son pays de manière surréaliste, répondit que «la vie au Guatemala est surréaliste». Les futures élections ne démentiront pas notre auteur : chaque partie en présence est prise entre sa certitude qu'il y aura fraude et l'espoir de gagner quelques miettes de pouvoir, ou encore de le prendre. Le mythe de «l'ouverture démocratique» se révèle d'autant plus à travers les préparatifs de ces élections, preuves supplémentaires que l'alternative est ailleurs.

Avec pour toile de fond un pays en guerre, ces élections, auxquelles n'est point prévu la participation de l'opposition, apparaissent clairement comme une nouvelle tentative du régime de donner une façade démocratique à la répression qu'il exerce. Preuve en est le maintien de l'état de siège, les déclarations de Mejia Victores réduisant cette situation de violence à un simple «problème folklorique» : «C'est un problème qui existe depuis Caïn et Abel, il n'y a personne qui s'entende avec personne, et dans un pays de plus de sept millions d'habitants, cela ne peut que susciter des problèmes de ce genre.»

Preuve en est aussi la volonté du gouvernement de faire supporter toutes les responsabilités de cette répression à sa seule police ; ainsi, le ministre de l'Intérieur, Adolfo Lopez Sandoval, s'évertue-t-il à expliquer que la police est responsable de la plus grande partie des détentions illégales, que le «G-2» — service de renseignements de l'armée — effectue des opérations sans en référer aux tribunaux. Et la Démocratie chrétienne (DCG) ainsi que le Mouvement de libération nationale* (MLN) y vont de leur participation, demandant la démission de Lopez Sandoval pour «négligence et irresponsabilité».

On assiste, il est vrai, à une recrudescence des «escadrons de la mort» groupes paramilitaires d'extrême droite, principalement dirigée contre l'activité pré-électorale des organisations politiques. Il est connu et su de tous que ces formations sont entre autres composées de membres de la Direction des recherches techniques (DIT), service de l'armée. Et le MLN se fait fort d'accuser, le 17 février, le gouvernement comme étant responsable de la violence que vit le pays, dénon-

çant la disparition d'un de ses dirigeants, Jolge Antonio Parada Tunches.

En effet, les divergences éclatent au grand jour, parmi les concurrents de cette course au pouvoir : affrontements entre le gouvernement et les partis politiques traditionnels, divisions au sein même de l'armée entre Mejia et ses fidèles, les partisans d'Arana Osorio (pro-CAN*), ceux de l'exprésident Lucas Garcia (pro-NAC*)... Conflit aussi, entre le secteur agro-exportateur et le secteur industriel : la porte est grand ouverte aux complots, aux dénonciations de complots, mais également aux coalitions, fussent-elles parfois bien éphémères.

Aussi, cette ambiance rappelle-t-elle quelque peu les derniers mois du règne de Romeo Lucas Garcia, juste avant les «élections» de mars 1982, période durant laquelle les gangsters de droite et d'extrême-droite faisaient le «jeu» démocratique. Situation cyniquement commentée par Lopez Sandoval, regrettant que «ne participe aucun parti socialiste ou communiste, ni des organisations de tendances idéologiques de gauche», ce qui, selon lui, «aurait enrichi le processus de démocratisation». Rien à ajouter...

Fin janvier : les rumeurs quant à la possibilité d'un coup d'État se font de plus en plus persistantes. Le gouvernement de Mejia Victores réfute tous ces



Et les réfugiés guatémaltèques au Mexique, pourront-ils voter ?

propos, et, au même moment, un communiqué du ministère de la Défense signifie à tous les hommes âgés de 18 à 30 ans de se présenter de toute urgence à leur caserne respective, afin d'y intégrer les corps de réserve.

«LOI ÉLECTORALE» OU DÉCRET SCÉLÉRAT

Pourtant, le 20 janvier, les dés sont jetés. Le gouvernement rend publique la Loi électorale et décrète la convocation à des élections pour une Assemblée nationale constituante. Par ailleurs, afin que chacun considère à leur juste valeur les intentions de Mejia Victores, ce dernier, deux jours avant, a promulgué la prolongation de soixante jours de l'amnistie concernant «les guérilleros et leurs collaborateurs». Officiellement, cette Loi électorale, régissant le possible processus qui doit se finir avec les élections présidentiel-

mée promulguée par Mejia Victores...

* *Comités pro-partidaires* : au nombre de trente-six, regroupements qui, remplissant les conditions requises, se convertissent en institutions de plein droit et peuvent ainsi participer «légalement» au processus électoral. Le MLN en a créé quatre pour ce qui le concerne...

* *MLN* : Mouvement de libération nationale, extrême droite, principal protagoniste de l'invasion de 1954 par les USA.

* *CAN* : Centrale authentique nationaliste, formation d'extrême droite issue du MLN.

* *NAC* : Nouvelle action civique. Organisation créée par des officiers à la retraite, dont certains ont été obligés de quitter l'armée à cause de la nouvelle loi constituante de l'ar-

les en 1985, s'est faite en concertation et d'après les propositions des partis traditionnels ainsi que des comités propartidaires*.

Ainsi, le 15 janvier, le gouvernement, en la personne de Mejia Victores lui-même, rencontrait ces formations afin d'élaborer cette fameuse Loi électorale. Tout se déroula très simplement : Mejia Victores affirma on ne peut plus clairement « *L'Assemblée nationale constituante aura pour fonction d'élaborer la nouvelle Constitution, et je conserverai le pouvoir exécutif et législatif* ». Cependant, les réticences et multiples revendications des comités propartidaires l'ayant certainement excédé, le président en titre, soulignant qu'il avait « *supporté* » cela durant plusieurs heures, précisa davantage sa pensée et ses projets : « *Si les politiciens ne profitent pas de l'occasion qu'ils ont de réaliser un bon travail dans l'Assemblée constituante, ils auront un dictateur.* » Voilà quels sont les projets de Mejia Victores, ainsi envisage-t-il « l'ouverture démocratique ».

Donc, cette Assemblée nationale n'aura qu'à élaborer la nouvelle Constitution, Mejia Victores se chargeant du reste. Certains tentèrent de proposer au régime que soit nommé un président provisoire, celui-ci étant chargé de définir l'Assemblée constituante. Peine perdue, Mejia exprima son souhait de rester au pouvoir jusqu'aux élections présidentielles de 1985.

En quoi consiste cette loi électorale ? Elle stipule que le vote aura lieu le 1er juillet 1984. Vote obligatoire pour toutes les personnes de moins de soixante-dix ans sachant lire et écrire. Ainsi donc, le vote n'est plus obligatoire pour les analphabètes ; il est en effet certainement plus simple d'abaisser frauduleusement le chiffre traditionnellement élevé des abstentions de cette façon. Autre innovation : le Tribunal

suprême électoral (TSE). Il s'agit de la haute autorité responsable du bon fonctionnement de ces élections. C'est cette instance qui a procédé, le 6 février, à l'inscription des comités propartidaires remplissant les conditions requises (4.000 signatures, représentant les membres affiliés) : au moment même où des dirigeants du comité-FPO (Force populaire organisée), de centre-droite, comme Santos Morales et Arnaldo Juarez, étaient forcés à l'exil.

Le Tribunal suprême électoral exercera le contrôle de ces élections, ou plus précisément permettra aux maires de superviser au niveau municipal ; maires, il faut le rappeler, nommés sans exception par Mejia Victores. Plus grave encore, c'est le TSE qui effectuera le compte des votes. En effet, les urnes étant transportées par l'armée, sous escorte militaire, il est, aujourd'hui, de bonne logique que le dépouillement des bulletins soit, lui aussi, fait par l'armée.

UN « JEU DÉMOCRATIQUE » QUI N'AMUSE PERSONNE

Donc, une « ouverture démocratique » qui laisse peu d'espace à la démocratie. A certains, tels la Démocratie chrétienne ou le Front démocratique populaire (FDP*), qui proposèrent comme garantie de non-fraude qu'il soit possible d'examiner et de contrôler ces élections pour toute formation politique, le refus du gouvernement fut net. Même attitude concernant les éventuels observateurs : Fernando Andrade, chancelier, a précisé que si, observateurs de l'OEA et de l'ONU il y a, ceux-ci seront venus « *pour y assis-*

* FDP : Front démocratique populaire.

ter et non pas les superviser ou les contrôler ».

L'attitude du pouvoir central fut immédiatement dénoncée par ceux que les tenants et aboutissants de la Loi électorale ne satisfont pas. Au cours d'un symposium organisé par l'Association des journalistes guatémaltèques, à la mi-février, chacun y alla de son instrument dans le concert des protestations. Cesar Augusto Toledo,

Les élections : un moyen pour que les gorilles retournent au zoo ?



On peut être sûr que l'armée se chargera de faire voter les patrouilles civiles...



secrétaire général du FUR*, déclara simplement «*Nous devons nous préparer à une fraude*», tandis que Danilo Barillas, dirigeant du FCD*, dénonçait la Loi électorale qui «*va permettre ce pourquoi elle a été créée : fausser un processus démocratique*». De son côté, Carlos Ghelert Mata, dirigeant du Parti social-chrétien, expliquait que «*la terreur, la peur ne sont pas des conditions pour que les élections soient libres.*»

La Démocratie chrétienne, qui elle aussi met beaucoup d'espoir dans ces élections, ne fut pas des plus silencieuses. Se plaignant des menaces à l'encontre de ses militants, formulées par les groupes paramilitaires, dénonçant un complot visant à l'assassinat de son principal dirigeant, V. Cerezo, elle appelle le gouvernement «*afin qu'il maintienne la sérénité*» nécessaire au bon déroulement des activités pré-électorales. Mais penser que «*les citoyens n'ont pas les pleines garanties pour*

prendre part à l'activité électorale» ne l'empêche nullement de se battre âprement, afin d'occuper cet «*espace démocratique*» fantasmagorique.

A tel point qu'elle se trouve aux premiers rangs de la Coordination démocratique (CDG*) créée le 22 février 1984, dans le but d'obliger le gouvernement à respecter son calendrier électorale, face aux menaces de Mejia Victores de devenir un dictateur... Cette coordination de onze formations politiques prétend promouvoir des actions légales afin que les élections libres soient garanties. Aux dires de Mario Castejon, ancien secrétaire général démissionnaire du PNR, cette coordination vise à définir une autre politique, répondant ainsi aux souhaits des États-Unis... Tout est possible, et les cartes de rechange doivent être multiples, au cas où Mejia Victores échouerait. En effet, ajouter une «*défaite électorale*» à son incapacité

à résoudre les problèmes économiques, à défaire la guérilla, serait fatal pour ce dernier.

Rios Montt fut prophète en son temps, et les États-Unis n'eurent aucun mal à le remplacer, lui aussi. Lorsque Alan Romberg, porte-parole du Département d'État, déclare que «*ces élections sont un pas important vers l'établissement d'un gouvernement constitutionnel*», il ne précise pas avec ou sans Mejia Victores...

Et les remplaçants ne manqueront pas. Ainsi, dans la dernière semaine du mois de janvier, se tenait à Miami (Floride) une réunion à laquelle assistaient le général Lucas Garcia, Kjell Eugenio Laugerud Garcia (ex-présidents), Mario Sandoval Alarcon (MLN) et Lionel Sisniega Otero (Parti d'unification anticommuniste). Il semblerait qu'ils aient principalement discuté des possibilités de former une vaste coalition anticommuniste pour participer aux élections et ensuite désigner un président provisoire : après les dictateurs institutionnalisés, les coups d'État légaux... Il ne leur manque que le feu vert des États-Unis, qui eux font preuve de plus de patience. Écoutons F. Chapin, ancien ambassadeur US au Guatemala : «*Bien que je ne connaisse pas le motif des fréquentes sorties de certains généraux à la retraite vers les États-Unis, je ne crois pas qu'ils utilisent l'appui de mon pays pour planifier un coup d'État qui ne serait pas soutenu par mon gouvernement, car nous sommes intéressés par la réalisation du processus électorale qui devrait avoir lieu ici.*» Et s'il n'a pas lieu ? Et s'il n'est plus digne d'intérêt, ces généraux à la retraite auront-ils l'appui des États-Unis pour planifier un nouveau coup d'État ?

Alors que la «*bataille électorale*» s'engage, sous l'œil inquiet des États-Unis, la guerre continue. Pour sûr que de tous ces rapaces, aucun ne présentera comme plate-forme politique les cinq points du programme de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque : non seulement l'alternative est ailleurs, mais la bataille, elle aussi, est ailleurs.

20 mars 1984

* FUR : Front uni de la révolution.

* FCD : Front civique démocratique, scission récente de la Démocratie chrétienne.

* Coordination démocratique guatémaltèque (CDG) : composée de la DCG, du PSC, du Mouvement du 20 octobre, du PNR, de l'UCN, du FCD, de la Troisième Position justicialiste, d'Action démocratique, de Force nouvelle, du Mouvement humaniste d'intégration démocratique. Le FUR s'est retiré par la suite...

PANORAMA ELECTORAL

(par ordre d'importance: de bas en haut)

OPPOSITION	Centre	PARTIS LEGAUX	
			MLN
		PR	
		UCN	
		DCG	PUA
			CAN
			PID
	FUR	FCD PSG	MEC
	URD		PNR
			FUN
	FN		FDP
			CND
	FPO	PAR	
			PDCN
			PCG
		PIN	UNE
		AD	PP
			MDN
		MIDHE	ACR
			PTPI
			PLO
			UTN

NOUVELLES DES FRONTS

C'est dans le contexte d'une violente campagne de répression lancée par l'armée gouvernementale, que l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) (1), regroupant les principales organisations politico-militaires du pays, est née, en janvier 1982. Ayant résisté aux offensives militaires successives lancées contre leurs bases d'appui, les organisations révolutionnaires tirent le bilan des deux dernières années, en même temps qu'elles intensifient leurs opérations.

Les deux dernières années ont été, pour le Guatemala, les plus noires de son histoire contemporaine. Jamais la répression gouvernementale n'avait été aussi massive, aussi généralisée, aussi sanglante. Décidée à renverser une situation qui lui est défavorable à l'intérieur du pays, la population participe activement à la résistance. L'armée lance, fin 1981, une violente contre-offensive, caractérisée par l'application systématique de la tactique dite de la «terre brûlée». Son but : essayer de briser le soutien populaire dont jouit la guérilla, notamment au sein des communautés indiennes (les Indiens représentent 60% de la population totale du pays, estimée à 7,2 millions d'habitants).

Cette campagne «militaire» a été, avant tout, une immense opération punitive dirigée notamment contre la population rurale, coupable d'apporter un soutien actif aux organisations révolutionnaires. D'où le rythme et l'intensité des massacres commis par les militaires guatémaltèques au cours de cette période : en 1983, le régime cumule les accusations de génocide lancées par des organismes internationaux de défense des droits de l'homme, et se voit condamner à l'ONU pour l'assassinat massif, le déplacement et la concentration de la population civile dans les hameaux stratégiques.

L'expérience vécue ces deux dernières années, est un élément clé pour comprendre l'évolution du mouvement révolutionnaire dans ce pays, ainsi que ses perspectives, car, à partir de 1982, le peuple guatémaltèque connaît la véritable dimension de la guerre : les incursions de la troupe, le ratissage, la destruction de villages entiers, les tortures et les exécutions collectives, les bombardements, la militarisation des villages, etc.

Logiquement, cette date marque le début d'un tournant décisif, dans la lutte menée par les quatre organisations politico-militaires qui composent l'URNG. Un repli a été observé, et une restructuration des forces combattantes et des réseaux logistiques de soutien a été effectuée. Principale conclusion tirée : la période des harcèlements est finie, il faut passer à l'affrontement

et à l'élimination de l'ennemi. L'URNG réaffirme, ainsi, que la seule alternative pour une autre société, au Guatemala, continue à être le développement de la guerre contre la dictature et contre la domination nord-américaine. Cette alternative s'exprime par la Proclamation unitaire de l'UNRG,



en janvier 1982, contenant la proposition d'un programme en cinq points pour un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique.

BILAN ET PERSPECTIVES

Cette nouvelle phase de la lutte, affirment les organisations membres de l'URNG, doit être caractérisée par la concentration de forces, même s'il ne s'agit pas encore d'une guerre de positions. Rolando Moran, commandant en chef de l'EGP, reconnaît qu'«au cours de 1981 et 1982, nous avons

commis de sérieuses erreurs. Surtout celles qui découlent du fait d'avoir sous-estimé l'ennemi (interne et externe), et de n'avoir créé à temps les structures politiques et militaires nécessaires, et en accord avec le niveau de développement de la guerre, ainsi que de nos forces de base. Nous avons surestimé nos capacités.» (2)

Pour Pablo Monsanto, commandant en chef des FAR, le mouvement de résistance «est la principale option pour gagner la guerre.» Dans une longue déclaration à l'occasion du 21ème anniversaire des FAR, Monsanto affirme que la «révolution est impossible sans la participation de la grande majorité (de la population), mais les masses ne pourront pas arriver à des formes et à des niveaux supérieurs, tant qu'il n'y aura pas un développement militaire capable de les motiver et de les soutenir.» (3) Signalant les insuffisances dues à la dispersion des forces de guérilla le commandant des FAR affirme qu'«il est nécessaire de dépasser la phase et il s'agissait d'éviter les offensives sur nos principaux fronts de guerre», appelant à les affronter «à partir de la concentration de forces et des ressources». (4)

Les mêmes conclusions sont tirées par Gaspar Ilom, commandant en chef de l'ORPA, pour qui «notre apport et notre survie en tant que peuple sont intimement liés à notre capacité de frapper l'armée, à notre capacité pour neutraliser ses offensives, et pour maintenir une initiative politique et militaire adéquate dans les moments difficiles qui approchent.» (5) Il appelle, aussi, «à centrer nos efforts» et «à développer la lutte nationale la plus profonde». (6)

Les organisations révolutionnaires guatémaltèques ont donc procédé à renforcer leurs structures dans les principales zones stratégiques : San Marcos (à l'ouest) pour l'ORPA, El Peten (au nord) pour les FAR, El Quiché et Huehuetenango (au nord-ouest) pour l'EGP, Escuintla (au sud) pour le PGT-ND. Et c'est dans ces régions qu'ont lieu, actuellement, les principaux affrontements entre les forces de l'URNG et celles du régime.

La récupération des organisations révolutionnaires guatémaltèques est un fait politique de la plus haute importance. A travers le renforcement de l'unité, l'application de nouvelles méthodes de lutte et la progression des opérations politico-militaires, l'URNG s'affirme comme la seule alternative réelle au Guatemala. ■

(1) L'URNG est composée de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA) et le Noyau de direction nationale du Parti guatémaltèque du travail (PGT-ND).

(2) «Companero», revue internationale de

l'EGP, numéro 7, nov. 1983, p. 8.

(3) «Cerigua», telex du 6 février 1984.

(4) Idem.

(5) G. Ilom, «Guatemala : el fracaso de la contrainsurgencia y la nueva dictadura» ; novembre 1983, p. 7.

(6) Idem.



A l'occasion de la réalisation de ce numéro spécial, nous tenons à remercier tous ceux et celles qui nous ont aidé à le concevoir et à le produire. Ceci dans le but de développer la solidarité envers la lutte du peuple guatémaltèque.

BIG

INFORMATION

ET AUTODETERMINATION

DES PEUPLES

Novembre 1983 : Les marines nord-américains envahissent l'île de Grenade. Aucune possibilité pour les journalistes de suivre l'opération sur le terrain. Le service de presse du département d'État se charge de la couverture de l'événement en distillant des informations qui se révéleront une semaine plus tard *fausses*.

Mais ne nous y trompons pas : entre temps ces informations auront légitimé l'intervention auprès de l'opinion publique internationale.

Avril 1984 : L'intervention directe nord-américaine au Nicaragua par l'intermédiaire d'armées mercenaires, atteint sa phase offensive. A El Salvador, la coopération militaire, dans la zone frontière, des armées salvadorienne et hondurienne s'intensifie grâce aux conseils, aux renseignements et à la formation prodigués par les États-Unis.

Pourtant, l'essentiel de l'information sur l'Amérique centrale fera coïncider intervention américaine et « élections démocratiques ».

Sommaire

- ◆ *Présentation* p. 8
- ◆ Repères chronologiques p. 10
- ◆ Témoignage : 1954 avec des yeux adolescents p. 12
- ◆ Sur les sentiers de la guerre p. 18
- ◆ Document : entretien avec Miguel Angel Asturias sur la route de l'exil p. 22
- ◆ Deux bilans critiques de la défaite de 1954 : le PGT et « Che » Guevara p. 24
- ◆ Les mille et un visages d'une intervention p. 27

BROTHER INTERVIENNT

AU GUATEMALA



MINATION



L'armée de « libération ».

ques» dans la lutte contre le «communisme international». Au Guatemala, cette histoire a déjà 30 ans, 30 années durant lesquelles l'intervention nord-américaine s'est installée progressivement pour devenir un des rouages essentiel des dictatures qui se succèdent depuis. Car à propos du processus ponctuel de l'intervention militaire en elle-même, le parallèle historique est saisissant, entre d'une part le renversement de la Démocratie guatémaltèque en 1954, et le déroulement actuel de l'agression vis-à-vis du Nicaragua d'autre part. Bien sûr la défense des intérêts des États-Unis dans la région se présente aujourd'hui sous un jour beaucoup plus complexe. Nous en voulons pour preuve les difficultés que rencontre le président Reagan aux États-Unis même, contrairement à l'unanimité qui avait permis l'intervention en 1954 au Guatemala.

Cependant, ce qui apparaît dans les deux cas comme une

composante essentielle d'une politique d'intervention, réside dans le caractère stratégique du contenu de l'information ; et plus particulièrement de celle diffusée dans les pays occidentaux dont les agences de presse en possèdent de fait, le quasi-monopole à l'échelle mondiale.

Or que constate-t-on aujourd'hui sur ce terrain ?

Aujourd'hui, il apparaît une volonté d'identifier le combat pour une meilleure justice sociale avec l'instauration d'un régime totalitaire. Ceci permet d'occulter le fait que l'intervention américaine en Amérique centrale est d'autant plus forte que les droits de l'homme sont respectés. Cette logique est poussée à son terme, dans le cas du Guatemala, où les violations massives des droits de l'homme accréditent l'idée que

les États-Unis n'interviennent pas !!!

Exit le fait que ces régimes criminels furent installés, et sont actuellement soutenus, par les États-Unis. Car les pseudo-solutions intermédiaires, type démocratie chrétienne, ne sont envisagées qu'en terme de moindre mal face à la montée des mouvements révolutionnaires. Nous situons ici une des tâches fondamentales du mouvement de solidarité internationale dans le combat contre cette intoxication, ces mystifications relayées fidèlement par la plupart des media.

Dans cette optique, l'information, la contre-information, devrait-on dire s'affirme comme indissociable du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est à travers ce prisme correcteur et solidaire que nous avons conçu ce dossier. ■

REPERES

CHR

300 à 900 après J-C	Période maya classique ; centre Tikal (Petén) fédération libre d'États semi-autonomes	
900 à 1524	Rebellion du peuple indigène. Arrivée des tribus Quiché et Cakchikel. Guerres et commerces intenses	
1524 - 1784	Conquête et colonisation espagnole Production d'exportation: cacao puis anil	2/3 des populations indigènes décimées Travail forcé (encomienda)
15 septembre 1821	Déclaration d'indépendance	Répression du soulèvement indien de Totonicapan
1823 - 1839	Création puis éclatement de la fédération centro-américaine. Guerres opposant libéraux et conservateurs.	Travail forcé des Indiens
1856	Traité Dallas-Clarendon : la Grande-Bretagne renonce à ses intérêts en Amérique centrale qui devient chasse gardée des U.S.A.	Conscription forcée (1883)
1904-1940	Chemins de fer (IRCA), Énergie (Electric Bond and Share), bananes (UFCO) sous contrôle des U.S.A.	Remplacement du travail forcé par les lois contre le vagabondage (1931). Exécution de 100 dirigeants de l'opposition (1933)
10 octobre 1944	Révolution d'Octobre	Abolition des lois contre le vagabondage
1945	J.J. Arevalo est élu président	Liberté de presse, d'expression et autonomie universitaire
1947		Le code du travail reconnaît les droits fondamentaux des travailleurs dont le droit de grève
1949 - 1954	Jacobo Arbenz est élu avec 63% des suffrages Expropriation de la UFCO, nationalisation de la IRCA (non paiement d'impôt)	Législation du PGT Loi de réforme agraire : 100 000 familles ont accès à la terre
8 Juillet 1954	Castillo Armas président à la suite de l'intervention planifiée et mise en œuvre par la CIA La mission nord-américaine au Guatemala passe de 28 membres à 173	Contre réforme agraire Dissolution des syndicats Création du comité de défense nationale contre le communisme 9 000 morts et emprisonnés, torturés, massacres d'indiens
Mai-Juin 1956		Grandes manifestations contre le pouvoir
1956 - 1960	Loi de développement industriel basée sur l'exemption d'impôt et de droits à l'importation Prêt du territoire Guatémaltèque pour la préparation du débarquement à Cuba : baie des cochons	



CHRONOLOGIQUES

	Les conseillers militaires nord-américains mettent en œuvre le 1er programme d'action civique Création du Marché Commun Centro-Américain	Important soulèvement des officiers de l'armée (13-11-1960)
1961 - 1963	Création du CONDECA (conseil de défense centro-américain)	Le PGT approuve une résolution d'appui à la lutte armée
1964 - 1965	Exmibal (International Nickel plus Hanna mining compagny) obtient une concession minière de 40 ans Promulgation de l'État de siège	Naissance de l'organisation «Forces Armées Rebelles» (FAR) puis scission PGT ——— FAR ——— MR13 Officiers ——— FAR
1965 - 1971	Campagne contre-insurrectionnelle avec l'aide de conseillers nord-américains : emploi de la tactique de la terre brûlée Naissance des groupes terroristes d'extrême-droite «Main blanche» et «Oeil pour œil» Campagne internationale contre le gouvernement terroriste de Arana	Défaite des mouvements révolutionnaires Vague de répression sans précédent : nombreux assassinats, censures, occupation militaire de l'université
1972 - 1975	Face aux protestations publiques, achat de l'«Entreprise Électrique de Guatemala», 18 millions de dollars US Élections frauduleuses	Manifestations populaires contre la hausse du coût de la vie
1976 - 1980	Élections frauduleuses, façades démocratiques d'un régime terroriste. Suspension de l'aide militaire américaine par le Président Carter pour violation des droits de l'homme Massacre de l'ambassade d'Espagne : rupture des relations diplomatiques (31-01-1980) Isolement international du régime	Apparition de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP) Formation du Comité National d'Unité Syndicale (CNUS) Répression syndicale, étudiante Massacre de Panzos (19-05-1978) Constitution du FDCR (Front Démocratique contre la répression) Apparition de l'ORPA (Organisation du Peuple en Armes) Grève victorieuse de 100.000 travailleurs-paysans organisés au sein du CUC (comité d'unité paysanne) pour des salaires décents
1981 - 1983	Mise en place progressive de la politique contre-insurrectionnelle : hameaux stratégiques et nouvelles applications de la tactique de la terre brûlée Coup d'État de Rios Montt après de nouvelles élections frauduleuses État de siège durant 6 mois Coup d'État de Mejia Victores, reprise des méthodes terroristes de répression Reprise de l'aide militaire américaine	Développement du mouvement de lutte armée et de son processus d'unification Création du FP 31 (Front populaire du 31 janvier) Création de l'URNNG (unité révolutionnaire nationale guatémaltèque) composée de l'EGP, FAR, ORPA et PGT-ND Généralisation des massacres principalement dans les hauts-plateaux. 8.000 morts en 8 mois Des dizaines de milliers de réfugiés internes et au Mexique Difficultés puis récupération du mouvement révolutionnaire

1954

EXCLUSIF

AVEC DES YEUX ADOLESCENTS

Manuel José Arce

Depuis plusieurs jours il ne cessait de bruiner. Le ciel gris était chargé de nuages. De temps en temps un petit avion solitaire se détachait soudainement des nuages et laissait tomber quelques bombes ou passait en rasant les toits de la ville qui sursautait. En même temps qu'il déclenchait le feu de ses 50 mm, il lâchait entremêlés avec les douilles des cartouches, des tracts sur les rues et les toits, tracts qui annonçaient l'entrée imminente de l'«Armée de Libération» dans la capitale.

C'était la guerre. La guerre qui couvait depuis plusieurs mois. La chancelier Toriello l'avait dénoncée à Caracas à la Conférence Générale de l'Organisation des États Américains (OEA) : Au Honduras s'était formée une armée composée des quelques militaires guatémaltèques, un contingent «d'anti-communistes», vétérans du parti P.U.A., lequel avait présenté le général Ydigoras Fuentes lors des dernières élections, des anciens membres du gouvernement du Général Ubico, des fermiers affectés par la Réforme Agraire, des aventuriers d'autres nationalités ; le tout soutenu par les dictateurs Somoza du Nicaragua, Trujillo de Saint Domingue, Franco d'Espagne, ainsi que par l'ex-dictateur Carias du Honduras qui conservait encore une armée personnelle dans ce pays. L'argent, secret de Polichinelle, était fourni par la United Fruit Company et ses filiales au Guatemala ; l'International Railroad of Central America (IRCA), l'Electric Bond and Share et la Tropical Radio ; l'organisation générale était à la charge du FBI et de la CIA. En toile de fond, la campagne de presse du magazine LIFE et d'autres publications des États-Unis qui dénonçaient le danger soviétique en Amérique, danger représenté par la Guatemala ; la campagne de presse interne lancée par l'Archevêque Rosell y Arellano au moyen de sermons contre le communisme et de processions du Christ d'Esquipulas dans tout le pays, pour mieux diffuser ses sermons.

Depuis le 18 juillet 1948, lorsque ces mêmes secteurs groupés autour du

colonel Francisco Javier ARANA tentèrent un soulèvement qui fut étouffé par un secteur de l'armée et les syndicats armés pour l'occasion, l'extrême droite avait resserré les rangs et avait établi des liens profonds aux États-Unis et avec les dictatures voisines. Elle avait commencé à s'organiser pour cette guerre. Nous le savions.

Nous : les milliers et milliers, les dizaines de milliers de manifestants «agglutinés» face au Palais National pour acclamer notre président et pour confirmer notre foi dans la Révolution née le 20 octobre 1944. J'avais 19 ans.

Nous nous étions réunis à l'Alliance de la Jeunesse Démocratique. Otto René Castillo, Tito Torres, Alfonso Orantes — le fils du poète des «jitanjiforas» —, un argentin aussi, le Che Ernesto, médecin jeune et asthmatique qui buvait tout le temps une chose amère qu'on appelait le mate ; Romerito, el Choco y el Coche, deux frères inséparables ; el Mono Palencia qui abandonnait le Saker-Ti et venait «chez les gars» ; Fish, et Güifa, les Baires — une bande de garçons courageux et bagarreurs, fils d'un illustre ouvrier boulanger qui échappa par miracle au massacre de 1932 mais qui passa tout le temps d'Ubico en prison : nous le surnommions respectueusement Gorki à cause de la forme de ses sourcils — ; le negro Paco — qui imite l'art oratoire de Pellecer —, Vides et Asturias Tanché — lesquels j'allais revoir dans des circonstances pénibles : le premier en train de m'interroger à l'Office de la Guerre, et le second en tant que photographe de la police chargé de me fi-



L'heure du triomphe pour les mercenaires...

cher dans le premier corps de Police ; les frères Pineda, Plity et son frère Huberto lequel vient de temps à autre ici, bien qu'il ait des responsabilités au journal Tribune Populaire, à la Maison de la Culture, au Syndicat des Enseignants, bref un peu partout.

Nous sommes maintenant réunis autour de la radio : «... Pouce à pouce, pieds à pieds, nous défendrons le territoire national...», c'est la voix du «Chelon», le colonel Arbenz notre président, «le soldat du peuple»... Il parle lentement et tranquillement, posément, presque sans inflexion mais avec la fermeté de l'homme décidé à tout affronter, «... ni ce 25 juin, ni l'autre, ni le suivant...», c'est sa réponse à la menace des envahisseurs qui annoncent la prise de la capitale le 25 juin.

Nous savons que l'on se bat dans le Nord-Est du pays et nous savons aussi

qu'il y a une 5ème Colonne organisée dans la Capitale même pour collaborer avec les envahisseurs par le sabotage de la défense. La «Radio Clandestine» vocifère des consignes triomphalistes. Non, il n'est pas possible qu'elle transmette du Honduras : le signal n'arriverait pas jusqu'à Guatemala Ville où la Radio Nationale Hondurienne n'est pratiquement pas perçue ; elle transmet de la Capitale même, pas de doute. Peut-être depuis l'Archevêché, peut-être depuis l'Ambassade des États-Unis.

Quelques garçons de notre génération sont partis pour El Salvador d'abord puis pour le Honduras pour s'enrôler chez les envahisseurs. Au Salvador habitent Ydigoras Fuentes et Coronado Lira. Ils forment un bras de l'invasion avec la protection à peine déguisée du gouvernement du colonel Oscar Osorio et ils ont signé avec Castillo Armas. Les officiers de l'armée ont facilité la fuite de ce dernier de la prison où il se trouvait après sa tentative de prise d'une base militaire, un pacte de «gentlemen». Tout cela est connu au Guatemala.

A l'Alliance de la Jeunesse, nous n'avons pas d'arme. Il n'y a qu'un vieux fusil Enfield à un coup. Romerito et moi qui sommes déjà passés par les casernes, nous nous employons à enseigner aux autres les rudiments de l'infanterie : comment armer et désarmer, nettoyer et porter le vieux Enfield, positions de tir et d'avance, utilisation des parapets, combat corps à corps, codes et signaux, exercices de triangulation, camouflage urbain et de campagne, secourisme et soins aux blessés, normes de sécurité...

Les coupures d'électricité se succèdent pendant les nuits. Déjà l'ennemi a dynamité plusieurs stations électriques, mais il s'agit maintenant de dérouter les bombardements possibles. On nous a chargé de surveiller le sec-

Castillo Armas, le «libérateur» du Guatemala salue la population de Esquipulas. (Wide World Photos)



Le président Arben: en compagnie de son ministre des Affaires étrangères, Guillermo Toriello. (Wide World Photos)

teur pour empêcher qu'il n'y ait de lumières d'orientation dans les cours des maisons en cas d'attaque aérienne. La Maison de la Jeunesse se trouvait dans le quartier «chic» de l'Hippodrome, nid de réactionnaires. Nous nous organisions pour faire des rondes à travers les rues ténébreuses. Il ne devait pas y avoir de lampes allumées au moment de l'alarme anti-aérienne. Mais il ne fallait pas agir abusivement : il fallait prévenir les personnes avec gentillesse et respect. Etre préparés dans le cas d'une agression armée de la 5ème colonne. Nous n'avions pas d'arme. Avec des manches à balais, nous improvisons des bâtons défensifs. Le mien s'appelait Pepito. Dès lors les compagnons m'ont baptisé aussi Pepito...

Parfois on nous appelait pour des missions importantes : coller des affiches. Nous le faisons la nuit, même pendant les coupures d'électricité. Il y avait une affiche d'une petite fille tuée par un mitraillage aérien dans un quartier populaire. Je collais l'affiche contre le mur d'une maison vide à l'intersection de la 6ème rue et de la 4ème avenue. Le bruit d'une détonation retentit dans mon dos et j'ai senti dans le visage la giclée des morceaux de crépis que souleva le coup de feu. Le compagnon qui portait le seau de colle se cacha dans l'embrasure d'une porte et moi, j'ai roulé sur le trottoir jusqu'à pouvoir me cacher derrière une auto garée non loin de là. Encore trois détonations, puis le silence. Nous n'avons pas pu établir la provenance des tirs, de quelle fenêtre, de quelle porte, de quel toit. Nous laissons passer quelques minutes, changeons de rue et continuons d'afficher, oubliant l'incident.

Il ne reste plus personne de ma fa-

mille. Ils sont tous partis dans leurs fermes, dans d'autres maisons. Ils sont tous cachés. Tous appartiennent à la bourgeoisie «criolla» et sont compromis de quelque manière avec l'invasion. J'ai coupé les relations avec presque tous depuis plus d'un an. Cependant, avant de partir, mon Grand-Père me donna les clefs et me dit sèchement : «je te charge de la maison». Je n'y suis presque jamais. Je passe quelquefois pour me faire un peu à manger, me baigner, me changer.

A l'Alliance on a besoin de gens. Nous avons commencé à former les brigades. Il faut être préparés pour aller au front. Dans les syndicats il y a aussi des brigades, les ouvriers se réunissent toutes les nuits, ils sont en contact permanent en attente de l'ordre de mobilisation. Pareil pour les enseignants. L'ordre doit venir d'un moment à l'autre. Je vais chercher quelques amis pour qu'ils viennent avec nous. Lionel, si enthousiaste pendant la grève des typographes ne veut pas venir, il explique qu'il ne peut pas laisser seuls sa mère et ses frères ; Rudy Arqueles par contre voulait venir avec nous mais son père ne lui permit pas. D'autres par contre, ne font pas que venir, mais apportent en plus — tel Luis qui vint avec le revolver 22 de son oncle — des couvertures, de la nourriture, des machettes, ce qu'ils peuvent.

Dès que je peux, je rends visite à mon amie Marina. Ses frères sont militaires. Je l'ai connu au bal de l'École Polytechnique. Elle est de plus en plus réservée et laconique. Pour nous il s'agit de défendre la révolution. Nous savons ce qui peut advenir. Quelques-uns se souviennent vaguement de l'époque d'Ubico, nous avons entendu parler les vieux de ses années si noires et nous ne



voulons pas vivre la même chose. Nous sommes sûrs du triomphe. Les Lois de l'histoire sont de notre côté. La Justice et la Raison aussi. Nous sommes amoureux de tant de choses : la route vers l'Atlantique, l'hydroélectrique de Jurum-Marinalia, la réforme agraire, l'alphabétisation... Tout nous parle du Futur : nous faisons ensemble un nouveau pays. Nous aimons la gaillardise de notre petit pays debout face aux États-Unis, nous sommes fiers du discours de Guillermo Toriello à Caracas, nous le savons par cœur, nous le répétons : « nous voici, Bolívar, capitaine de la Dignité de l'Amérique ». Nous sommes empreints de la poésie de Pablo Neruda, de Nicolas Guillen, de Pedro Mir. Nicolas, donnera un récital dans le théâtre Capitol après-demain, nous connaissons ses vers par cœur. Nous avons lu en plus, bien entendu, « ainsi se trempa l'acier » de Nicolaï

Ovstrosky et nous rêvons tous d'incarner quelques manières à la figure de Pavel Korchagine. Nous déclamons les poèmes de Miguel Hernandez et Rafael Alberti. Les chants de la République Espagnole nous emplissent la gorge. Nous nous sentons profondément enracinés dans *notre Guatemala* : Werner Ovale Lopez avec son poème « Notre Père Maïs » nous remplit d'orgueil national. Si les bourgeois ont honte de « ce pays d'indiens », par contre nous sommes fiers de lui ; même moi « criollo » de quatre côtés ; « canche » (blond) pour finir de m'identifier, je regrette de ne pas avoir un trait indien, et je me console en pensant que Arbenz est blanc aussi sans être « gringo »...

Un matin l'ordre arrive : nous allons dans les camions, nous nous présentons à la base militaire pour le recrutement, nous irons combattre au front. On a su que dans certaines casernes du

Nord-Est, les officiers ont abandonné la troupe et se sont joints à l'ennemi. En particulier à Chiquimula. Par contre à Gualan, le lieutenant Giron se bat avec beaucoup de courage. Il faut des soldats décidés pour sauver la Révolution et nous sommes là pour cela. Sur le chemin de la base, je m'arrête quelques minutes pour faire mes adieux à Marina. Je suis rayonnant de joie, je ne sais s'il me faudra mourir. Je veux qu'elle me voit comme cela, si jamais elle ne doit plus jamais me revoir ou si peut-être une fois que nous aurons vaincu l'ennemi nous nous rencontrons à nouveau. Son laconisme se brise dans un sourire moqueur : « Tu n'iras pas au front, ni nulle part — me dit-elle — tu ferais mieux d'aller chez toi et de ne pas t'approcher de la base militaire... » Je pense qu'au fond elle craint qu'on me tue et veuille me sauver.

Au parc de l'Aurora, nous retrouvons d'autres camions qui viennent de la CGTG (Confédération Générale des Travailleurs du Guatemala), du STEG (Syndicat de Travailleurs de l'Éducation du Guatemala) et de la CNTC (Confédération Nationale des Travailleurs Paysans). Nous sommes prêts, à rester tous dans la caserne. On nous a avertis que quelques-uns passeront au service actif à la base et que d'autres iront dans différentes casernes d'entraînement pour ensuite aller au front. Nous sommes heureux. Heureux et nerveux. Dès que nous arrivons nous voyons avec joie les armes et les soldats. Je retrouve de vieux compagnons de l'École Polytechnique déjà officiers. Je m'adresse à l'un d'eux et je le salue avec grande effusion : « Ça va toi ? Écoute, ces garçons connaissent déjà quelque chose sur les positions de tir, avances, utilisation des parapets... » Son attitude froide me coupe la parole. Il me vouvoie. Il ordonne aux gens de se mettre en rang et d'effectuer des manœuvres en ordre fermé. Il les fait marcher comme des écoliers dans un terrain de football... et il les laisse là, marchant à découvert alors que les avions ennemis apparaissent dans le ciel. Les balles arrachent la terre et les morceaux d'herbe du terrain. Les pauvres paysans effrayés se jettent dans les caniveaux des égouts remplis de merde.

Lorsque l'attaque est finie, nous nous apercevons que la base n'a utilisée aucune de ses pièces de DCA et que les avions n'ont tiré que contre les civils qui étaient sur le terrain.

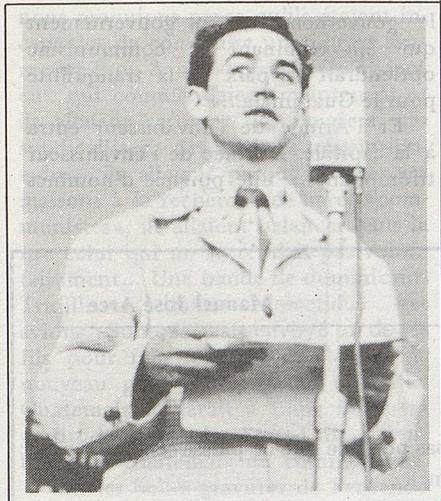
Ensuite, un commandant de l'Armée nous ordonne de nous mettre à nouveau en rangs. Il parle sèchement, en martelant ses mots. Il nous annonce que des sergents prendront les noms et les adresses des volontaires et qu'en cas de nécessité on nous appellera.

Nous retournons à l'Alliance. Les paroles de Marina me reviennent en



L'armée guatémaltèque traître et « l'armée de libération » mercenaire se rejoignent au Campo Marte, le 3 juillet 1954.





Deux dirigeants du mouvement communiste des années cinquante : Victor Manuel Gutiérrez (à gauche) et José Manuel Fortuny (à droite). (Rafael Morales)

tête. Parmi nous, beaucoup sont franchement déçus par l'attitude des militaires. D'autres essayent de l'expliquer: «pour l'instant l'armée de la Révolution se suffit pour dérouter l'invasion ; quand ils penseront que c'est nécessaire ; il appelleront le peuple».

Hier eut lieu un événement extraordinaire : lorsque les P-51 (Mustang) de l'invasion sont venus pour mitrailler et bombarder la Capitale, deux avions AT-6 d'entraînement de la base aérienne de Cipresales ont décollé armés pour leur faire face. Les avions pirates, bien que blindés, plus rapides, de véritables appareils de guerre, fuirent, refusant le combat... Ceci nous avait fait conclure que l'Armée était effectivement avec Arbenz et la Révolution.

Cependant, les nouvelles qui arrivent du front ne sont pas encourageantes : à Bananera les mercenaires incendièrent les locaux du Syndicat des Travailleurs de l'United Fruit Co et assassinèrent les dirigeants, à commencer par Alaric Bennet, un noir qui était grand orateur.

D'autre part, il y a plusieurs jours devant les côtes guatémaltèques, les avions de l'US Navy ont coulé un bateau chargé d'armes que le gouvernement avait acheté à la Tchécoslovaquie, après des tentatives infructueuses pour les acheter aux pays du bloc occidental. La Chancellerie guatémaltèque dénonça ce fait devant les Nations Unies, mais la démarche fut bloquée par l'OEA, sous prétexte qu'avant de passer devant l'instance mondiale ce conflit devait passer devant l'instance régionale.

Nous savons que plusieurs pays ont protesté contre l'agression contre le Guatemala et nous espérons qu'il viendra quelque chose d'autre que de l'aide diplomatique de la part de ces nations.

Soudain, la radio se met à émettre des marches militaires et annonce un bulletin de grande importance pour les citoyens dans quelques instants. Les instants deviennent des heures et les

marches militaires continuent, ainsi que l'appel à toutes les stations nationales et particulières du pays pour intégrer la chaîne nationale avec TGW (La Voix du Guatemala).

Nous attendons tous l'appel pour intégrer les rangs de l'Armée Nationale et marcher à la guerre. Vient l'après-midi, vers 5 heures on annonce un message urgent de la présidence de la République, mais le message n'est transmis qu'à 18h30.

C'est la voix de notre président. Elle sonne brisée, plus lente que d'habitude, on dirait qu'il va pleurer. De longues pauses. Il nous dit que pour

éviter un plus grand bain de sang il démissionne et transmet le pouvoir au Ministre de la Défense.

Nous ne pouvons pas le croire. Un long silence, très long. Soudain un cri : «vive la Révolution, vive Arbenz, vive le Guatemala !» et le «viva» de réponse. Dans un coin, Fish pleure en silence, Tito Torres arrive tout retourné, il donne des ordres précis : il faut brûler les archives, tous les papiers, sauver la Ronéo et les encres. — Et le fusil ? — demande quelqu'un, à propos du vieux Enfield qui est notre mascotte déjà inutile. — Je le garde — dit Romero. Melvin Rene Barahona, le poète, ne sait pas quel chemin prendre et nous regarde tous, comme un enfant désemparé. Le médecin argentin avait



Le fort Matamoros, installation militaire clé de la capitale, est bombardé par des pilotes américains payés par la CIA. (Wide World Photos)

disparu depuis une nuit. Il fallait tout débarrasser le plus tôt possible.

La radio continuait à passer des bulletins. Le Parti Guatémaltèque du Travail est déclaré hors la loi. Tous les partis et les Syndicats sont dissous. Tous les ministres démissionnent, excepté celui de l'Intérieur Charnaud Macdonald. Nouveau coup d'état. Trève au front. Pourparlers de paix. Charnaud Macdonald démissionne.

Soudain nous nous sommes rendus compte qu'à la maison de la jeunesse il ne restait aucun cadre, seulement nous les garçons de la base...

— Et maintenant Fish ? —

— Il faut chercher les copains —

— Bon les gars on se donne une heure et un point de réunion —

Nous ne savions pas quoi faire. J'ai amené Melvin Rene chez moi. Il marchait comme un zombi. Je l'ai laissé en lui recommandant de m'attendre tandis que moi, j'allais chercher quelque chose pour manger et m'enquérir de la situation. La CGTG était occupée par les soldats, la Confédération Paysanne aussi. Il en était de même pour la Maison de la République Espagnole et l'Athéné Garcia Lorca.

Lorsque je passais devant le Palais National, sur la 6ème Avenue j'ai vu l'Ambassade du Mexique, elle était pleine de monde, il y avait au moins trois mille personnes dedans. La Maison de la Culture était assiégée par l'armée. Au Club Guatemala on aurait dit un bal de gala : Packard, Oldsmobiles, Chrysler et Cadillac dernier modèle occupaient les trottoirs de plusieurs patés à la ronde. Et les riches fermiers de l'AGA (Association Guatémaltèque des Agriculteurs), ainsi qu'une quantité de gringos et d'officiers de l'Armée entraient avec le pistolet à la ceinture. Il y avait aussi la Cadillac de l'Archevêque... Dans les rues commençaient à apparaître des groupes de jeunes gens de la haute bourgeoisie, habillés en kaki, armés, et avec un brassard bleu au bras droit, brassard sur lequel il y avait une sorte de croix avec une pointe de dague.

Je suis passé par le premier et le second corps de celle qui s'appelait jusqu'alors Garde Civile : d'un côté sortaient libérés quelques détenus tous habillés en cachemire et tweed importés ; de l'autre entraient une masse immense de nouveaux prisonniers, tous habillés pauvrement, ouvriers, paysans, étudiants.

Je suis rentré chez moi, avec un pain et quelques boîtes de sardines ; Melvin Rene était parti sans laisser trace, ni un papier, ni rien. Je suis allé chercher Fish, je l'ai trouvé chez lui en train de discuter avec El Güifa. Melvin Rene était réfugié à l'Ambassade Argentine ; on ne savait rien de Romerito.

La radio transmettait sans cesse un appel urgent : «Quinconque connaît un communiste a obligation de le dé-

noncer devant le Comité de Défense Contre le Communisme. Il peut le faire anonymement car on n'enquêtera pas sur les dénonciateurs».

L'Archevêque a fait un discours et invita à un Te-Deum d'action de grâces à la Cathédrale pour la défaite du

le gouvernement, un gouvernement qui en éliminant le communisme obtiendrait la paix et la tranquillité pour le Guatemala...»

Et l'Armée de l'envahisseur entra à la capitale. L'armée de l'envahisseur triomphante... une poignée d'hommes

X...

Manuel José Arce

— NON, non ce n'est pas lui.

— Si, si c'est lui.

— Non, non ce n'est pas lui. Ce n'est pas possible que ce puisse être lui.

— Regarde la cicatrice de la vaccination.

— Non, non ce n'est pas lui.

— Regarde la couronne sur la molaire que Miguel lui a faite il y a 6 mois.

— Non, non ce n'est pas lui.

— Je pense que si, c'est lui, que cette fois c'est bien lui.

— Non, non ce n'est pas lui.

Comment pourrait-il être lui s'il n'a pas d'yeux.

Comment pourrait-il être lui s'il n'a pas ses mains travailleuses.

Comment pourrait-il être lui s'ils lui ont coupé ses fruits d'homme.

Comment pourrait-il être lui sans sa guitare et sa chanson,

sans ce pli sérieux sur le front devant le danger, sans ce sourire dans

le travail, sans sa voix énonçant sa pensée, sans sa folie têtue de

m'offrir des fleurs.

Comment pourrait-il être lui.

Non, ce n'est pas lui. Je te dis que ce n'est pas lui.

Je ne veux pas que ce soit lui.

communisme athée.

Le lieutenant colonel Elfego Monzon proclame dans son discours de la Journée de l'Unité de l'Armée célébrée au Champ de Mars : «... Au mois de mai, le gouvernement de Arbenz fit savoir soudainement l'arrivée d'un fort chargement d'armes qu'il avait obtenu derrière le rideau de fer. Devant ce danger, on reçut la promesse des chefs et officiers non contaminés par le communisme, que ces armes n'arriveront jamais entre les mains des brigades de paysans et ouvriers... Lorsque le lieutenant colonel Castillo Armas prit la ville de Chiquimula, l'ex-gouvernant Arbenz reçut la notification que l'armée n'appuyait plus son gouvernement et qu'il devait rendre le pouvoir. Douze heures plus tard il rendait sa charge de président... Lorsque à la première heure du 28 juin, plus de cent chefs et officiers résolus à combattre et appuyés à peine par deux compagnies de troupe de la Garde Présidentielle m'appelèrent pour présider la junte de gouvernement qui se forma avec mes chers amis et compagnons lieutenants colonels Jose Luis Cruz Salazar et Mauricio Dubois, je l'ai fait avec la conviction que ceci empêcherait la suite des effusions de sang entre les frères et que toute l'armée appuierait

armés avec des mitraillettes italiennes à courte portée qui ressemblaient à des amphores et avec des vieux fusils Mauser. Non, il n'y avait pas eu une telle guerre en réalité. Tout ceci n'était qu'une façade théâtrale, une mise en scène. Le tout avait eu lieu au sein même de l'armée. La Révolution avait toujours été sans défense, Arbenz et nous — les ouvriers, les paysans, les étudiants —. La 5ème colonne de l'invasion se trouvait dans les casernes et le Palais National. Eux-mêmes avaient prévenu les États-Unis de l'arrivée de l'armement tchèque pour que le bateau soit coulé par les avions étrangers. Eux-mêmes avaient laissé le peuple désarmé. Eux-mêmes avaient donné le coup d'État à Arbenz... Et derrière tout cela, dans les coulisses, un seul personnage réel : l'ambassadeur John D. Peurifoy qui était maintenant l'arbitre suprême et qui déciderait quand et comment devrait se réaliser la transmission du commandement du colonel Monzon au colonel Castillo Armas.

Notre Révolution s'était envolée. La Réforme Agraire, les Syndicats, les festivals de la jeunesse, tout, la Maison de la Culture, les brigades d'alphabétisation, le Code du Travail, tout.

Les «minets» éduqués aux États-Unis, ceux-là mêmes desquels nous

nous moquions parce qu'ils étaient incapables de construire une phrase sans mettre 2 ou 3 mots en anglais, c'étaient eux qui commandaient maintenant et ils allaient capturer des ouvriers, des syndicalistes, des artistes révolutionnaires, ils allaient perquisitionner les maisons à la recherche de livres « communistes », ils allaient balancer dans la rue celui qui ne se rendait pas volontairement... Une bande de dominicains Trujillistes étaient descendus des avions ; Somoza avait envoyé un de ses fils pour féliciter personnellement le nouveau gouvernement. Et une Miss Guatemala déclarait à Long Beach sa gratitude envers les États-Unis d'avoir libéré le Guatemala du communisme.

Sur les belles gravures de Fernando Oramas et d'Arturo Garcia Bustos qui avaient été collées sur les murs, d'autres affiches se superposaient maintenant avec la photo d'un colonel maigre et pâle, la croix et la dague et six mots : Dieu, Patrie, Liberté, Honneur, Justice, Travail.

On ne pouvait rendre visite à personne. Les maisons des amis avaient été saccagées et ceux-ci s'étaient réfugiés dans les ambassades ou se trouvaient en prison ou s'étaient cachés qui sait-où ! Nous avons continué à nous réunir, au début trois, par la suite cinq. Au début nous ne faisons que discuter, nous nous transmettions des informations. Après nous nous aidions les uns les autres à supporter le sentiment infini de défaite, de frustration, de la perte totale du futur. Personnellement, tout marchait mal pour moi : les membres de ma famille étaient tous rentrés dans leurs maisons. Lorsque j'ai reçu les miens, je leur dis : «Voici la maison, tout est en ordre», ils me répondirent que je ne pouvais plus y vivre, un arbenziste mettait en danger la famille. Le grand-père cachait son regard et l'on voyait sa honte impuissante quand l'oncle, son fils aîné, qui prenait les décisions, prononça ces mots. J'ai cherché qui pourrait me loger mais on me fermait les portes au nez. Marina rompit avec moi. Elle a fini par épouser un jeune colonel qui avait été nommé à la base de Puerto Barrios. Un jour, lors d'une visite présidentielle à la base, Castillo Armas coucha avec elle. Ceci valut au mari la promotion au commandement de la base. Pour sauver l'honneur, il l'abattit d'un coup de feu et garda son poste de chef. Mes livres finirent à la grande exposition de preuves sur la pénétration du communisme international au Guatemala, exposition qui eut lieu dans le passage du Palais National — et où six mois plus tôt on avait célébré la première foire du livre —. Mes livres furent brûlés publiquement avec tout le reste, butin du saccage des maisons et des bibliothèques particulières (disques, livres, tableaux, films...), pen-

dant l'acte de foi devant la Cathédrale.

Sans savoir où habiter j'ai commencé par dormir dans des parcs comme l'hippodrome du Nord, à côté de la carte en relief ; après chez quelques amis.

Une nuit parmi d'autres, Plity nous fit la surprise : il avait fait un hectographe et avait produit de manière rudimentaire des autocollants dans lesquels on lisait : «Viva la Revolucion». Il y en avait 25 pour chacun et nous sommes sortis les coller la nuit même.

La Révolution, donc, continuait à vivre...

Après se passèrent et se passent encore tant de choses...

1984, La Cruzatié

Manifestation à Santiago-du-Chili contre le coup de force nord-américain. (Wide World Photos)



SUR LES SENTIERS

DE LA GUERRE

L'intervention américaine au Guatemala qui a abouti au renversement du gouvernement révolutionnaire et démocratique de Jacobo Arbenz doit être considéré comme le résultat d'un processus où chaque étape a son importance.

1951

Janvier : Premier congrès de la confédération des paysans du Guatemala. Son principal dirigeant, L. Castillo Flores déclarait que «le paysan est resté en marge des réformes de la révolution de 1944».

15 mars : Le colonel Jacobo Arbenz est élu président du Guatemala avec 63% des votes exprimés. Promulgation d'une loi amendant la loi du fermage forcé, qui réduit les rentes et étend ses applications à toutes les terres non cultivées.

26 mars : Ouverture à Washington de la IV^e réunion de Consultation des chanceliers américains dans le but de compromettre les gouvernements latino-américains dans l'envoi de troupes en Corée. Le Guatemala s'y oppose en compagnie du Mexique et de l'Argentine.

14 octobre : Fondation de la Confédération Générale des travailleurs du Guatemala - CGTG - en tant que centrale unique et regroupant les trois organisations suivantes : CTG, CNCG et FSG*.

1952

Janvier : La United Fruit Company (UFCO) commanda à la société d'étu-

de «Clements Associated» un rapport sur l'infiltration communiste dans le gouvernement guatémaltèque. La compagnie paya 35.000 dollars pour une étude de 250 pages avec pour titre «report on Guatemala 52».

Mars : Arcadio Chavez, représentant syndical à la UFCO accepta de conclure le conflit entre l'entreprise bananière et les 4.000 travailleurs licenciés en échange du paiement de 650.000 dollars de salaires impayés. Le gouvernement avait menacé la compagnie nord-américaine de lui confisquer une propriété de 10.000 hectares comme garantie pour les travailleurs.

31 mars : Le général Ydigoras Fuentes, ancien candidat à la présidence en 1950 et le lieutenant colonel Castillo Armas, chef du soulèvement militaire avorté quelques jours après les élections se rencontrent au Salvador et signent un «Pacte d'Honneur» à propos des modalités pour renverser le président J. Arbenz et sur les conditions pour obtenir l'appui des dictatures de Somoza au Nicaragua et de Trujillo en République Dominicaine. Castillo Armas avait été présenté à la CIA comme un possible leader de la «libération» par le général Vaughen, aide de camp du président Truman ; il avait



Peurifoy, ambassadeur US au Guatemala, en compagnie de Castillo Armas. (Léonard McCombe, Life, Time, Inc)

suivi des cours à l'état-major à Fort Leavenworth, Kansas.

8 juin : Apparition publique du rapport réalisé par Clements Ass pour la UFCO. Miméographié et sans source, il est distribué au gouvernement et au congrès des États-Unis.

27 juin : Adoption par le parlement national du décret 900 et de la loi de réforme agraire. Sa principale cible était la UFCO propriétaire de 200.000 hectares sur les cotes de l'Atlantique et du Pacifique.

Décembre : Le département d'état décrète un embargo sur les envois d'armes au Guatemala tout en satisfaisant quelques demandes faites par l'armée.

1953

Janvier : Le président Eisenhower prend ses fonctions aux États-Unis. Allen Dulles est nommé directeur de la CIA. Celui-ci, comme son frère John Foster Dulles, était lié à la UFCO.

En 1930 et 1936 ce dernier avait participé à la rédaction de la convention entre le gouvernement guatémaltèque et la compagnie bananière. La compagnie commence à éditer un bulletin d'informations « confidentiel » sur les événements politiques au Guatemala. Il est envoyé à 250 journalistes nord-américains et avait pour objet l'acceptation par l'opinion publique nord-américaine d'un coup d'état contre le gouvernement Arbenz. Création de la banque nationale agraire afin de répondre aux besoins de crédits et de financements de la réforme agraire. D'une simple coalition électorale surgit le Front Démocratique national, intégré par les partis politiques qui soutiennent le gouvernement.

Mars : Le gouvernement guatémaltèque annonce l'expropriation des terres appartenant à la UFCO. Deux tiers des premiers 137.000 hectares expropriés faisaient partie de l'enclave bananière. 85% des terres de la UFCO n'étaient pas cultivées. La compagnie jugea insuffisantes les indemnisations proposées par le gouvernement qui se montaient à 627.572 dollars sous forme de bons dont la base de calcul était la valeur déclarée par la compagnie elle-même.

La révolte militaire de Salama échoue ; elle était dirigée par J. Cordoba Cerna et par M. Sandoval Alarcon. J. Cordoba Cerna, ex-candidat à la présidence en 1950 était conseiller juridique de la UFCO. Il était considéré comme le « futur président provisoire » par la CIA.

Lors du forum sur les « grandes controverses du Darmouth College », l'ex-secrétaire d'état adjoint aux affaires inter-américaines, Spanillo Braden attaque le Guatemala comme « tête de pont du communisme ». Braden était à ce moment chargé des relations publiques de la UFCO. Il réitéra son appel aux armes au mois de décembre et en mars 1954.

Avril : Guatemala se retire de l'Organisation des États Centre-Américains (ODECA) à cause de la participation du Salvador, du Honduras et du Nicaragua à la révolte de Salama.

Juillet : L'Entreprise Électrique du Guatemala, propriété de la Bond and Share depuis 1922 arrête ses activités à cause d'une grève ouvrière pour des augmentations de salaires. Le gouvernement guatémaltèque ordonne la révision des comptes de l'entreprise et le paiement des augmentations salariales.

13-14 août : Ratification du « pacte d'honneur » par le général M. Ydigora Fuentes et Castillo Armas dans le but de renverser le gouvernement constitutionnel.

Septembre : Le président nord-américain Eisenhower prend la décision d'intervenir au Guatemala en accord avec la commission spéciale du conseil de sécurité nationale composée du directeur de la CIA, Allen Dulles, du

sous-secrétaire d'état W. Bodell Smith ; l'assesseur spécial pour la guerre froide, C.D. Jackson et de l'assesseur spécial pour la sécurité, R. Cutter.

20 septembre : Dans une lettre à Somoza, Castillo Armas écrit que les États-Unis avaient approuvé les plans d'une invasion de mercenaires. Il entame l'entraînement de recrues touchant un salaire de 300 dollars par mois sous le commandement d'un membre de la CIA connu sous le pseudonyme de colonel Rutherford de retour de Corée. Au début l'entraînement eut lieu au Nicaragua dans une hacienda du président A. Somoza ; postérieurement le centre des opérations fut déplacé à Santa Mora de Copan, Honduras.

Octobre : Le secrétaire adjoint d'état pour les affaires inter-américaines J.M. Cabot entama la campagne publique visant à désigner le gouvernement de J. Arbenz comme un gouvernement « dominé par le communisme international ». Une manière de préparer le terrain politique de la Xe conférence inter-américaine de l'OEA qui devait se tenir à Caracas, six mois plus tard.

Le gouvernement guatémaltèque décide d'une nouvelle expropriation des terres non cultivées de la UFCO. Au mois de février 1954, date de la dernière expropriation le total des terres expropriées atteignait 156.700 hectares. Le gouvernement offrait 500.000 dollars à la compagnie bananière pour les nouvelles expropriations. Le 6 octobre éclatait la grève à l'« International Railways company » (IRCA) dirigée par le syndicat des chemins de fer (SAMF) pour la signature d'une nouvelle convention collective. Après 37 heures de conflit l'entreprise est saisie par le gouvernement.

Décembre : J. Peurifoy est nommé ambassadeur des États-Unis au Guatemala

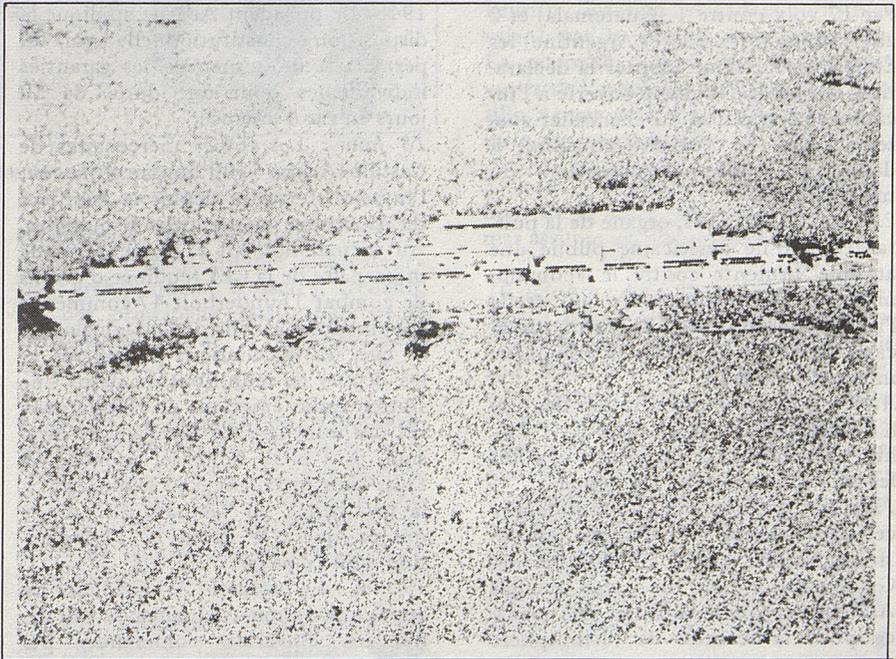


après avoir servi plusieurs années en Grèce en tant que spécialiste en « opérations clandestines contre le communisme ». Une nouvelle étude de Clements Ass intitulée « Rapport sur l'amérique centrale 1954 » affirme que le Guatemala est « gouverné par un régime communiste qui veut conquérir l'amérique centrale et s'emparer du canal de Panama.

1954

Janvier : L'ambassadeur Peurifoy est appelé à Washington pour informer personnellement le président Eisenhower de la situation au Guatemala. W. Willaner est nommé ambassadeur des États-Unis au Honduras sur la base de « 15 années d'expérience pratique contre le communisme international ». Une partie de son travail consistait à seconder l'armée mercenaire guatémaltèque installée sur le territoire hondurien et de coordonner ses activités avec celles de R. Hill au Costa Rica (1953) T. Whelan au Nicaragua (1951) et de M. Mc Dermontt au Salvador (1953). Le 11 janvier le journal « The Time »

Des bâtiments entourés de bananeraies s'étalant à perte de vue : l'empire de l'United Fruit Corp. en 1935...



publie une entrevue de Peurifoy dans laquelle il déclare ouvertement les intentions du département d'État : «L'opinion publique des États-Unis peut nous amener à prendre certaines mesures pour empêcher que le Guatemala ne tombe dans l'influence du communisme international. Nous ne pouvons tolérer que s'établisse une république soviétique entre le Texas et le canal de Panama.»

29 janvier : Le gouvernement guatémaltèque dénonce les accords entre Ydigoras Fuentes et Castillo Armas à propos des plans d'invasion financés par la CIA. Les principaux éléments du dossier sont :

- La participation d'un ancien colonel de l'armée américaine C. Studes, qui avait été travailler pour la UFCO et était en train de préparer la force d'invasion.

- La fourniture d'armements par la UFCO et la contrebande d'armement via la IRCA pour équiper une «cinquième colonne» à l'intérieur du Guatemala.

- La participation de la famille Somoza du Nicaragua pour les transactions d'armes.

- L'aide additionnelle des gouvernements du Salvador et du Venezuela aux conspirateurs.

- L'appui du gouvernement nord-américain aux niveaux politique et financier.

Février : Le conseil exécutif de la «American Federation of Labor» (AFL) envoie une lettre au président Arbenz exigeant le départ de «tout communiste du Guatemala».

Mars : Xe conférence inter-américaine de la OEA à Caracas, Venezuela. Le secrétaire d'État J.F. Dulles demande à l'assemblée de voter une déclaration dans laquelle il était considéré que le «communisme était une menace pour la souveraineté des États américains». Par 17 voix contre 1 (Guatemala) et 2 abstentions (Mexique et Argentine) les États-Unis faisaient adopter la déclaration qui laissait la porte ouverte à l'invasion. La position du chancelier guatémaltèque, G. Toriello, consistait à dénoncer l'«internationalisation du mac-carthisme».

22 mars : CIO news, organe de la puissante centrale américaine publie une attaque virulente contre le «communisme au Guatemala», ce qui scella l'accord définitif des dirigeants syndicaux nord-américains à la campagne interventionniste.

Avril : Visite de consultation des ambassadeurs d'Amérique centrale à Washington dans le but de mettre au point les plans d'invasion au Guatemala.

17 mai : Le département d'État dénonce qu'un chargement d'armes tchécoslovaques allait arriver à Puerto Barrios, Guatemala, à bord du cargo suédois Alfhem ; ce qui constituait une menace pour la sécurité de l'hémisphère

américain selon les termes du traité de Rio de Janeiro (1947). Depuis 1948 les États-Unis avaient interdit au Guatemala tout achat de matériel militaire et avait même confisqué de l'armement en provenance de Suisse acheté par le gouvernement guatémaltèque. Sous le prétexte de l'Alfhem, les États-Unis en profitaient pour signer un nouveau contrat d'assistance militaire avec le Honduras.

8 juin : Le directeur de l'Agence d'Aide Nord-Américaine, H. Stronssen, officialisa, dans une déclaration devant le

Castillo Armas et financée par la UFCO. L'émission fut brouillée par la radio clandestine installée au Honduras. Le Guatemala proteste formellement contre l'agression provenant du Honduras et du Nicaragua devant le conseil de sécurité de l'organisation des nations unies. Le représentant nord-américain, H. Cabot Lodge, qui occupait la présidence du conseil opposa son veto. Il argua qu'il ne s'agissait pas d'une agression internationale mais d'une guerre civile. Seule l'URSS appuya la demande du Guatemala. L'affaire fut



Le 30 juin 1954, trois des principaux protagonistes du coup d'État contre Arbenz, le nonce apostolique Mgr Gennaro Verrolino, l'ambassadeur du Salvador Funes et le colonel Elfege Monzón, débarquent au Guatemala à bord de l'avion de l'ambassadeur nord-américain, Peurifoy (voir sigle sur la porte de l'appareil).

comité des relations extérieures du sénat, la politique de fait suivie par les États-Unis qui ont suspendu toute aide économique au Guatemala depuis 1948. Le président Arbenz applique la disposition constitutionnelle qui lui permettait de suspendre les garanties individuelles pour une durée de 30 jours en cas d'urgence.

18 juin : Les forces mercenaires de Castillo Armas (200 hommes) lancent l'invasion terrestre depuis la frontière du Honduras et prennent Esquipulas. Au même moment la force aérienne mercenaire de la CIA (équipée d'avions de combat Thunderbolt 47 commence à bombarder la ville de Guatemala ainsi que les installations pétrolières et les dépôts de munitions du pays. Une station radio émettant du Honduras livre des informations fausses sur l'invasion. A l'autre bout du monde, les États-Unis installent Ngo Dinh Diem à la présidence du Vietnam du sud, ce qui marquera le début de l'intervention dans ce pays.

19 juin : Le président Arbenz lance un appel à la nation à 8 heures du soir dénonçant l'invasion commandée par

ensuite débattue au sein de la OEA, où les États Unis comptaient l'appui de la majorité des gouvernements latino-américains.

20-23 juin : La maison blanche autorise l'envoi de nouveaux avions pour remplacer ceux qui avaient été abattus ou avariés durant les premiers bombardements de la ville de Guatemala. Le département d'État usa du stratagème de «vendre» les avions utilisés lors de l'invasion du Nicaragua, pays d'où sortaient les escadrons mercenaires. Les pilotes de nationalité nord-américaines étaient sous les ordres de F.P. Schupp et de F. Sherwood, ex-membres de la force aérienne nord-américaine au Guatemala.

23-24 juin : Des partisans du gouvernement demandent des armes pour combattre les envahisseurs et pouvoir ainsi répondre à la croissante trahison de l'armée guatémaltèque. Parmi ceux-ci il y a les membres de la jeunesse communiste et le docteur argentin Ernesto «che» Guevara. V. M. Gutierrez, leader de la confédération générale des travailleurs du Guatemala lance un appel sur les ondes pour former des brigades

d'ouvriers et de paysans ; mais Arbenz refuse que les civils participent aux combats.

25 juin : Lors de sa seconde réunion le conseil de sécurité rejette, par 5 voix contre 4 et les abstentions de la France et de l'Angleterre, l'action directe des Nations Unies dans le cas du Guatemala puisque la OEA intervenait sur la question et donc que l'organisme mondial attendait son rapport. Le sénat des États-Unis approuve par 69 voix contre 1 la résolution présentée par le démocrate L.B. Johnson au travers de laquelle était ratifiée la déclaration de Caracas et de manière implicite, la doctrine Monroe.

26 juin : Le président Arbenz, voyant que l'armée ne combattait pas pour son régime, ordonne au colonel Diaz l'ouverture des dépôts d'armes aux civils mais les officiers refusèrent. L'état-major de l'armée s'était rangé au côté de la contre-révolution.



Le même jour, Castillo Armas arrive, lui aussi... (Wide World Photos)

27 juin : Le président Arbenz démissionne dans un discours prononcé à la radio, confiant dans la loyauté de l'armée nationale. Il confie le commandement au colonel C.E. Diaz, ministre de la défense, qui déclare immédiatement illégal le parti guatémaltèque du travail. L'ambassadeur Peurifoy demande à Diaz que les communistes guatémaltèques soient exécutés, ce qui permettrait de débloquer une aide financière de 60 à 70 millions de dollars des États-Unis. Diaz refusa cette exigence américaine.

28 juin : Le colonel Diaz est remplacé par le colonel E.H. Monzon considéré

par le département d'état comme un « authentique anticommuniste ».

30 juin : Le colonel Monzon va au Salvador dans un avion piloté par l'assesseur militaire nord-américain au Guatemala pour négocier avec Castillo Armas. L'entrevue se réalise en présence de l'ambassadeur Peurifoy.

1 juillet : Assassinat à Guatemala-Ciudad de 7 dirigeants syndicaux de la UFCO. Durant le mois de juillet, Castillo Armas raye du registre légal 533 syndicats effaçant ainsi toute activité syndicale dans le pays.

2 juillet : Monzon et Castillo Armas arrivent à un accord dans lequel le premier restait chef d'une junte militaire composée de 5 membres qui prenait en main les affaires du pays jusqu'à l'élection formelle du chef d'État.

3 juillet : Castillo Armas fait une entrée triomphale dans la capitale Guatemala-Ciudad, arrivant dans l'avion de

l'ambassade des États-Unis. A l'aéroport il est reçu comme « libérateur » par l'archevêque M. Rossell y Arellano, un des principaux instigateurs de la propagande contre le gouvernement de J. Arbenz.

4 juillet : L'ambassade américaine donne une réception en l'honneur des 5 membres de la junte militaire (les colonels Castillo Armas, Monzon, Dubois, Salazar et le lieutenant Oliva) au cours de laquelle est nommé le nouveau chef d'État.

8 juillet : Le colonel Castillo Armas est élu chef de la junte militaire après



avoir écarté du pouvoir les colonels Dubois et Salazar qui reçurent 100.000 quetzales et un poste diplomatique.

13 juillet : Les États-Unis reconnaissent officiellement le régime de Castillo Armas. Le nombre de réfugiés dans les ambassades s'élève à 700 personnes alors que les victimes de l'invasion dépassent les 2.000 personnes.

17 juillet : Les contacts entre la UFCO et Castillo Armas sont engagés dans le but de la reprise des activités de la compagnie nord-américaine. Le traité prévoit la récupération de toutes les terres expropriées et le paiement d'un impôt très modeste. A la fin de ce mois est abrogé officiellement le décret 900, c'est-à-dire la loi de réforme agraire promulguée par Arbenz.

2 août : Soulèvement de 125 cadets de l'école polytechnique contre les forces de Castillo Armas stationnées près de l'hôpital Roosevelt. Ce bref soulèvement se termine quand l'ambassadeur Peurifoy informa les cadets qu'ils n'avaient pas le soutien nord-américain. La majorité d'entre eux furent renvoyés de l'académie militaire dont Castillo Armas avait été le directeur quelques années auparavant.

31 août : Monzon et Oliva démissionnent de la junte militaire. Castillo Armas assume les pleins pouvoirs.

10 octobre : Afin de légitimer son pouvoir, Castillo Armas appelle au plébiscite : le vote fut oral, et comportait une seule question : « Etes-vous d'accord que le lieutenant colonel Carlos Castillo Armas reste à la présidence pour une période déterminée par l'assemblée constituante ? » D'après les chiffres officiels les résultats furent de 485.531 votes favorables, 393 contre et 655 qui ne se prononcèrent pas.

C'est ainsi que fut légalisée l'intervention des États-Unis au Guatemala. ■

ENTRETIEN AVEC MIGUEL ANGEL ASTURIAS SUR LA ROUTE DE L'EXIL

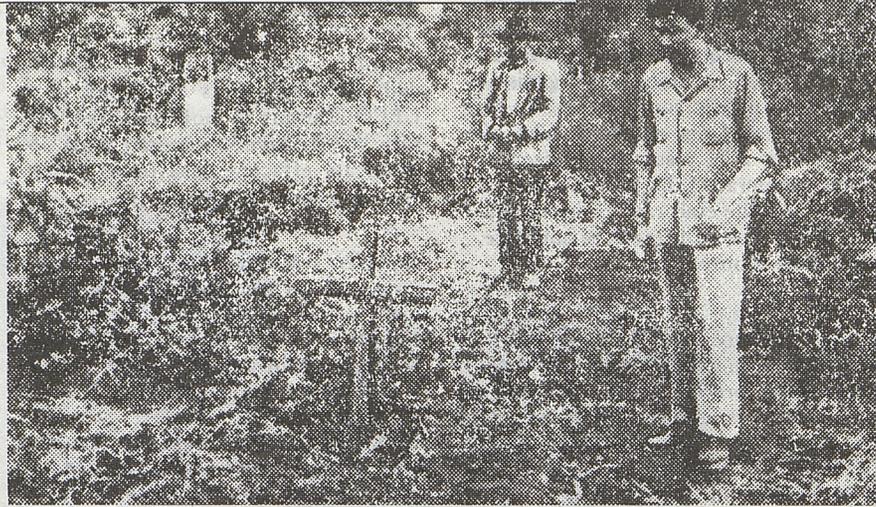
DOCUMENT

Tiré des «Lettres Françaises»,
numéro 541, 4 novembre 1954.

L'ex-ambassadeur du Guatemala au Salvador se laissa tomber sur une des rares chaises qui demeuraient encore dans ce qui fut son bureau.

Une semaine auparavant, il avait été destitué de son poste. Il faisait partie de la «charrette» de personnalités sur lesquelles le caudillo Castillo Armas avait, dès sa venue au pouvoir, jeté l'interdit. Le premier à avoir été couché sur la liste du «deshonneur national» fut le président Juan-José Arevalo, prédécesseur d'Arbenz, qui avait porté le Guatemala sur les fonds baptismaux de la démocratie. Miguel-Angel Asturias, ambassadeur au Salvador, avait suivi. Puis la liste s'était continuée, anonyme, avec les massacres d'Indiens qui avec leur instrument de travail (la machette) se battaient pour le fantôme de la liberté contre les balles américaines. Mais l'ambassadeur ignorait encore tout cela. Il avait entendu un soir à la radio le discours de Jacobo-Arbenz Guzman. «*La liberté ne peut vivre lorsqu'on n'a pas les moyens matériels pour la défendre.*» Il avait assisté de loin à San Salvador au ballet militaire au pas de cinq dirigé par l'ambassadeur Peurifoy et le nonce apostolique. Cela était suffisant pour savoir ce qui l'attendait. Deux crimes pesaient sur lui. Le premier reposait sur l'amitié qui l'avait lié au chef du gouvernement «asilé» dans l'ambassade du Mexique. Le second, c'était l'appel qu'il avait lancé aux intellectuels français et auquel ceux-ci avaient répondu.

«*La France est toujours là !*» C'est par cet intertitre que débuta notre entretien. Il avait paru dans un des journaux du Guatemala envahi (à deux feuilles comme les nôtres durant l'occupation) pour annoncer le message de sympathie et de protestation venu de France. Il était entouré par les noms clefs du moment : Chiquimula, Gualan, Zacapa. Je retrouvai ce journal (il était alors vieux de deux jours) aban-



Armand Gatti

La croix de bois indique l'emplacement d'un charnier où sont enterrés les corps d'Indiens guatémaltèques tombés au cours d'un combat contre la Guardia Civil, machettes contre mitraillettes. Debout, à droite : Armand Gatti.

donné devant le palais vert du gouvernement. C'était la nuit. L'épaisse pluie tropicale l'avait plaqué par terre. Le papier s'en allait par bribes. Un lampadaire était braqué dessus comme si dans la nuit où allait s'enfoncer le Guatemala, il fallait au moins sauver le message. «*La France est toujours là !*».

Deux heures auparavant, Arbenz avait prononcé son discours de renonciation. Sous cette pluie diluvienne, les rues absolument désertes, le Guatemala essayait encore de terrasser l'adversité en faisant hurler tous les haut-parleurs de la place centrale. Au même endroit, le 1er Mai, au milieu d'un enthousiasme indescriptible, Arbenz avait annoncé la mise en vigueur de la loi agraire. C'était son arrêt de mort. Les haut-parleurs dans cette solitude en faisaient maintenant l'aveu. Vingt fois, trente fois ils hurlèrent le discours d'Arbenz. La voix cassée, bouleversée mais toujours accusatrice continuait le combat : «*La liberté ne peut vivre...*» L'hymne national alternait au milieu d'une atmosphère de fin du monde. Pendant toute la durée des hostilités, Guatemala-Ciudad s'était refusée à porter un visage de guerre. Ses néons continuaient à briller malgré le couvre-feu. Cette nuit-là, elle ressemblait à une femme malade qu'une dernière coquetterie avait poussée à se farder pour attendre celui qui, au bout de son épée, devait lui apporter l'heure de la vérité. Cette heure, elle essaya de la retarder avec des symphonies et des poèmes diffusés en plein centre de la ville. Il y eut une poésie de Rafaël Alberti qui parlant d'une ville carbonisée disait : «*Sombras la lloran*» (des ombres là pleurent). Cette poésie, les Indiens

insurgé de Tiquisate, d'Escuintla et de San Juan Zacatepeque devaient quelques jours après l'assumer jusqu'au bout.

Dix jours s'étaient écoulés depuis les massacres libérateurs. Dans l'ambassade déserte, Miguel-Angel Asturias en écoutait le récit avec le visage d'un homme abandonné, puis d'une voix lointaine comme s'il s'adressait au «Tambourinaire blanc» de ces légendes :

— *La France est une espèce de seconde patrie. J'y retournerai tôt ou tard. J'y ai des amis irremplaçables. Maintenant, je ne suis plus qu'un exilé. Je vais essayer de m'établir en Argentine qui est le pays de ma femme. Excusez-moi, mais mon esprit est continuellement tourné vers le Guatemala. Il y a mon fils, mon frère. Il y a aussi les meilleurs enfants du pays, soit dans les ambassades, soit en prison.*

Je lui parlais de la campagne particulièrement violente montée contre Arbenz pour le discréditer après coup.

— *Arbenz, dit Asturias, était l'honnêteté même. Il croyait fermement tout ce qu'il faisait. D'un naturel silencieux, renfermé, il avait un besoin presque maladif de justice sociale. Exilé au Salvador par le dictateur Ubico ou porté à la présidence par son peuple il a toujours été le même démocrate. Jamais il n'a fait quoi que ce soit contre la liberté d'expression. Un jour, les journaux de l'opposition avaient couvert d'injures les plus grossières sa femme et lui. Ses amis allèrent le voir en lui faisant remarquer que le journalisme n'avait rien à voir avec l'insulte. Il leur répondit : «La liberté d'expression est un luxe que nous devons payer*



Dîner donné, en 1950, par le groupe « Saker-Ti » (« l'aube » en langue indienne) en l'honneur de Miguel Angel Asturias, en présence de nombreuses personnalités politiques et intellectuelles.

même quand cela ne nous plaît pas.» Et dire que j'ai vu Arbenz juste le soir avant qu'il ne cède le pouvoir au colonel Carlos Enrique Diaz que nous appelions le «pollo triste». J'avais fait un voyage éclair au Guatemala juste le temps de faire connaissance avec les bombardements de l'aviation rebelle. Arbenz m'avait dit : «Viens me voir vers sept heures à la maison présidentielle.» Je m'y rendis. Son visage était fatigué, ses traits marqués par le surmenage, mais il respirait la tranquillité même. Je lui demandais ce qu'il pensait de la situation.

«— Nous sommes prêts au sacrifice» dit-il.

«— Quel sacrifice ?

«— Celui qui amènera la victoire, car quoi qu'il arrive nous aurons en fin de compte la victoire.»

Se tournant vers moi, Asturias demanda tout à coup :

— Croyez-vous que Castillo Armas puisse tenir longtemps ?

— A mon avis, il n'a même pas l'envergure pour figurer dans la galerie des petits dictateurs cruels qui depuis plus de cent ans ensanglantent le Centre Amérique. Cela peut le rendre encore plus néfaste pour le peuple guatémaltèque. Normalement, il ne devrait pas résister aux intrigues militaires de palais, mais il est appuyé et soutenu par Peurifoy. De plus, à la tête de la police se trouve maintenant Miguel Mendoza.

A ce nom, Asturias se leva, tendit la main en avant comme s'il voulait conjurer un spectre menaçant.

— C'est un homme terrible. Avec lui, tout est possible. Mais alors, ça doit être vrai ! On m'a dit que Raoul Leiva avait été assassiné.

Sur ce point, je ne pus répondre. Leiva était un poète que j'avais entrevu dans le Palais-Vert avant la chute d'Arbenz. Son «Ode au Guatemala» avait été largement diffusé par le gouvernement Arbenz dans les milieux syndicalistes. Avec la venue de «l'ejercito liberador», la possession de ce livre suffisait à vous faire jeter en prison. D'ailleurs trouvé chez un *campesino*, le moindre livre était un motif d'incarcération. On capturait les livres comme les paysans, par camions. A Santa Lucia, j'avais même vu la Guardia Civil monter la garde fusil sur l'épaule devant l'humble baraque en bois qui servait de bibliothèque. Il est vrai qu'avec le droit de vote retiré aux illétrés (80% de la population presque tous Indiens) la nouvelle junta arrêta «temporairement» le plan scolaire lancé par Arevalo et qui devait mettre fin à l'analphabétisme. Sous Arbenz, les infiltrations culturelles franquistes et américaines du Nord avaient été fortement neutralisées. La France en avait bénéficié. Si le Guatemala issu de la révolution d'octobre 1944 votait contre le représentant français à l'ONU à propos de la guerre d'Indochine, il avait en revanche ouvert toutes grandes les portes à nos livres, nos diffusions culturelles et nos films. Les productions françaises et mexicaines pouvaient souvent tenir tête aux pellicules d'Hollywood. J'ai pu voir par la suite dans un pays qui faillit avoir le même sort que le Guatemala, c'est-à-dire le Costa Rica, la cote d'amour générale dont bénéficiait le seul film français alors projeté : «Jeux interdits». L'intronisation des juntes successives à Guatemala-Ciudad eut pour effet de briser net l'élan naissant

de la France sur le plan de la culture. Le franquisme releva la tête d'un seul coup et avec quelle arrogance !

— La nuit va commencer pour mon malheureux pays, s'écria Asturias. Le Quetzal nous l'emportons dans nos bagages. Nous laissons derrière nous les zopilotes*.

Comme je lui demandais s'il n'emporterais pas autre chose dans ses malles, il me répondit :

— Si, un roman. Pour l'instant, je ne sais que le titre. Il s'appelle «les Yeux des enterrés».

Quelques semaines plus tard, au Venezuela, le romancier Alejo Carpentier me parlait avec émotion de ce que fut la venue de Miguel Asturias et du ministre des Affaires étrangères, Guillermo Toriello, représentants de la délégation guatémaltèque à la conférence de Caracas. C'était le moment aigu de la lutte entre Goliath et un David qui n'avait même pas une fronde pour se défendre. Il ne possédait que sa bonne foi et cela lui fut suffisant pour braver le géant. Malgré la sanglante dictature de Perez Jimenez, le Venezuela fit un accueil indescriptible aux représentants du Quetzal.

— Vous comprenez, disait Alejo, c'était le pays phare de toute l'Amérique latine.

Depuis, le phare a été démantelé. Mais la révolte des cadets et les différents «troubles» dont parlent de temps à autre à mots couverts les dépêches d'agences montrent qu'une lumière luit encore : celle des yeux des enterrés.

* Zopilote : charognard.

DEUX BILANS CRITIQUES

DE LA DEFAITE DE 1954 :

LE PGT ET « CHE » GUEVARA

Michaël Lowy

La chute d'Arbenz, l'établissement de la dictature de Castillo Armas au service de l'impérialisme US, et la terreur blanche anti-communiste et anti-populaire qui en résultèrent pendant 30 années configurent une terrible défaite pour les travailleurs et le peuple du Guatemala. Comment cela a-t-il été possible ? Pourquoi si peu de résistance eut lieu contre l'invasion des mercenaires de l'United Fruit ? Cette défaite était-elle inévitable ? Une autre orientation politique de la gauche guatémaltèque – la seule force qui aurait pu organiser une résistance populaire effective – aurait-elle pu empêcher la catastrophe qui a coûté si cher au peuple ?

Essayant de répondre à ces questions, le Parti Guatémaltèque du Travail (PGT), principale force du mouvement ouvrier et paysan du pays, publiait en 1955 un document auto-critique qui fait le point sur les événements et sur la pratique du parti : « L'intervention nord-américaine au Guatemala et la chute du régime démocratique ». Signé par la Commission Politique du Comité Central du PGT, ce texte commence par constater que le peuple guatémaltèque lui-même s'interroge sur les facteurs qui ont conduit le mouvement révolutionnaire à la défaite. Plus : « les peuples du monde entier se sont également interrogés sur l'absence de résistance de plus grande ampleur et prolongée à cette agression nord-américaine ». Selon le document toutes les conditions étaient réunies pour repousser victorieusement l'agression étrangère, quand les chefs militaires, dans un coup d'État organisé et dirigé par l'ambassade US au Guatemala, ont renversé le président Arbenz. Le document ne le dit pas explicitement, mais on peut en déduire la conclusion suivante : ce ne fut pas la force des envahisseurs recrutés par l'United Fruit mais la trahison des dirigeants de l'Armée qui a provoqué la chute du gouvernement élu du Guatemala en 1954.

Dans son auto-critique, le PGT insiste que sa ligne politique était « généralement correcte » même si insuffisan-

te ; à son avis les erreurs ont résulté surtout de sa « mauvaise application ». Ses erreurs ont été les suivantes :

1) La pratique du parti n'a pas été suffisamment indépendante vis-à-vis de la bourgeoisie nationale : celle-ci a influencé le parti et dans la pratique a freiné de nombreuses activités. Le do-

cument ne détaille pas ces activités, mais il est probable qu'il se réfère à la pratique du PGT dans le mouvement ouvrier et paysan, où il occupait une position dirigeante. Toujours selon le document, le parti a eu des illusions sur le patriotisme et la loyauté de la bourgeoisie nationale face à l'impérialisme ; pire encore, il ne s'est pas proposé les tâches concrètes qu'il était nécessaire de réaliser pour assurer l'hégémonie de la classe ouvrière dans le mouvement révolutionnaire.

Quelle est la source de cette erreur ? Selon l'auto-critique de 1955, « notre parti entretenait au fond la fausse conception selon laquelle il était encore impossible à la classe ouvrière guatémaltèque de conquérir la direction du mouvement révolutionnaire parce que numériquement elle était très faible et politiquement très en retard. » Cette remarque est très importante, et elle suggère, en réalité, que les problèmes avec la politique du PGT se situaient à



Conférence de presse du PGT-ND, formation issue du PGT et membre de l'URNG.



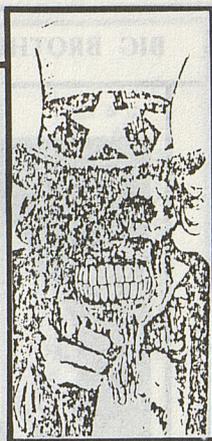
Castillo Armas, « maître négatif » du « Che » ?

un niveau beaucoup plus profond qu'une simple « mauvaise application » d'une ligne « généralement correcte ». Le document souligne à juste titre que si le parti avait examiné la question d'un point de vue correcte (marxiste), il aurait compris que la faiblesse numérique de la classe ouvrière guatémaltèque n'est pas un obstacle insurmontable pour qu'elle joue un rôle dirigeant et que son retard politique dépendait entièrement du parti lui-même...

2) Le PGT « a contribué à alimenter des illusions dans l'armée en ne démasquant pas la véritable position et l'activité contre-révolutionnaire des chefs de l'armée ». Cette erreur est bien entendu en rapport avec la première : elle nous conduit de façon plus directe et concrète aux causes de la défaite de 1954. Selon le document, le parti a accepté « d'une certaine manière la fausse conception bourgeoise du caractère « apolitique » de l'armée — rideau de fumée derrière lequel les chefs ont toujours réalisé une politique réactionnaire ». Il s'agit d'une critique essentielle et décisive, d'autant plus que des erreurs semblables allaient se répéter à plusieurs reprises dans l'histoire des luttes sociales en Amérique Latine depuis 1954.

3) Le PGT n'a pas mené le combat pour l'armement des ouvriers et des paysans... par crainte d'un coup d'État de l'armée s'il présentait ouvertement cette demande. Même au moment où commençait déjà l'agression nord-américaine il s'est limité à recommander aux organisations populaires d'exiger une instruction militaire avant de se battre aux côtés de l'armée. Or, « cette manière de présenter les choses nourrissait des illusions parmi les masses sur le rôle que jouerait l'armée, car elle laissait supposer que l'armée était loyale dans sa totalité, qu'elle combattait dignement contre l'envahisseur... » Le parti organisa de nombreuses brigades d'ouvriers, paysans et jeunes, mais celles-ci étaient armées simplement de machetes et de bâtons : « au fond on attendait que les armes fussent fournies par l'armée ». Finalement le parti n'a pas protesté contre le refus de l'armée de distribuer des armes aux ouvriers et paysans et il est allé jusqu'à instruire les paysans de rendre aux autorités militaires et civiles les armes que les avions envahisseurs parachutaient par erreur dans différents points du pays...

4) Enfin, dernière faute aux conséquences tragiques, « le parti a commis



l'erreur de ne pas s'occuper d'organiser le travail révolutionnaire au sein de l'armée. On rata de magnifiques occasions qu'offrait la réforme agraire de se rapprocher des soldats... pour faire un travail sérieux d'agitation et de propagande pour les objectifs du mouvement révolutionnaire contre la véneuse activité contre-révolutionnaire et anti-communiste des chefs et des officiers réactionnaires.»

On peut se rendre compte facilement que ces quatre erreurs sont étroitement liées entre elles et qu'elles constituent une *ligne erronée*. Toutefois, le document de 1955 affirme dans sa conclusion que « le parti a suivi une ligne correcte d'alliance de toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes ». En refusant de mettre en question la ligne même du parti et sa stratégie fondée sur l'alliance avec la bourgeoisie nationale et les secteurs dits « patriotiques » de l'armée, l'auto-critique du PGT reste à mi-chemin. Mais elle constitue une tentative sincère d'examiner les causes de la grande défaite de 1954 et dans ce sens elle a été un pas important pour la prise de conscience critique de beaucoup de communistes guatémaltèques.

Au moment des événements de 1954 se trouvait au Guatemala un jeune argentin, Ernesto Che Guevara. Comme le racontera plus tard sa première femme, Hilda Gadea, il avait proposé avec insistance et à plusieurs reprises à des cadres du PGT la nécessité d'organiser et armer des jeunes pour aller au front combattre les envahisseurs : il était lui-même volontaire pour cette tâche. On lui avait répondu que l'armée avait pris les mesures nécessaires et que le peuple ne devait pas s'en préoccuper... Exilés au Mexique, Guevara et Hilda Gadea arrivent à la conclusion qu'au Guatemala « la révolution était tombée parce que l'on n'a pas su la défendre en s'appuyant sur le peuple. A qui était la faute ? Cela c'est le peuple guatémaltèque lui-même qui le décidera en temps venu. Mais la vraie voie



L'image du « Che » est aujourd'hui le symbole d'une des organisations membres de l'URNG. L'EGP.

pour garantir une révolution... c'est en constituant sa propre armée, en donnant des armes au peuple pour qu'il défende ses propres conquêtes». (Hilda Gadea, *Che Guevara, anos decisivos*, Aguilar, Mexico, 1972, p. 65, 88).

Le Che va donc retirer de la tragique expérience de 1954 au Guatemala une leçon capitale qui sera par la suite appliquée au cours de la révolution cubaine : la nécessité, pour les révolutionnaires, de liquider l'armée oligarchique/bourgeoise, de la *dissoudre comme institution* et de la remplacer par une *armée révolutionnaire*, par l'armement massif des travailleurs, des jeunes, des ouvriers et des paysans. Comme le dit à juste titre Carlos Maria Gutierrez, Castillo Armas a été le « maître négatif » du Che. Quelques années plus tard, réfléchissant sans doute sur le Guatemala, le Che écrivait : « Nous attirons principalement l'attention sur le coup d'Etat militaire. Que peuvent apporter les militaires à la vraie démocratie ? Quelle loyauté peut-on attendre de ceux qui ont toujours été les instruments de la domination des classes réactionnaires et des monopoles impérialistes, d'une caste qui n'existe que grâce aux armes qu'elle possède, et qui ne pense qu'à maintenir ses privilèges ? » (Guevara, « La

guerre de guerrillas : une méthode », 1963, *Textes Militaires*, Ed. Maspéro, 1968, p.156) Bien entendu, cette analyse de l'armée bourgeoise et de la nécessité de l'armement du peuple sont étroitement liés à la conception générale qu'avait le Che de la révolution en Amérique Latine : une révolution à la fois anti-impérialiste et anti-capitaliste, démocratique et socialiste. Parce que, comme il l'écrivait en 1966 dans la Lettre à la Tricontinentale, la bourgeoisie ne pourra jamais être une force anti-impérialiste en Amérique Latine et donc « il n'y a plus d'autres changements à faire : ou révolution socialiste ou caricature de révolution ».

Grâce au Che — et peut-être aussi grâce à leur propre réflexion sur l'expérience guatémaltèque, notamment lors de l'exil au Mexique en 1955-56 — Fidel et les révolutionnaires cubains se garderont bien de répéter les erreurs du PGT : lors du triomphe de la guerrilla du Mouvement 26 juillet en 1959 l'Armée et la Police de Batista seront entièrement démantelés, et en 1960 sera créé une milice populaire, composée d'ouvriers et paysans armés. Le spectre du Guatemala hantait les dirigeants cubains lors de l'invasion de Playa Giron en 1961, mais l'histoire ne s'est pas répétée : cette fois-ci les mer-

cenaires armés et entraînés par la CIA n'ont pas pu triompher aisément comme l'avait fait Castillo Armas en 1954. Cette fois aucune armée bourgeoise complice n'était là pour les accueillir : à sa place, les milices ouvrières de La Havane et l'Armée Révolutionnaire cubaine, qui ont écrasé les envahisseurs en 48 heures.

La nouvelle vague révolutionnaire en Amérique Centrale a profité, à son tour, de l'expérience cubaine — non pour l'imiter de façon aveugle et mécanique, mais pour en retirer quelques leçons pratiques et concrètes. Ce n'est pas un secret pour personne, que la figure et la pensée de Che Guevara sont une des sources d'inspiration de l'avant-garde révolutionnaire actuelle au Guatemala — qui a cependant développé et enrichi la stratégie de guerre de guerrilla avec sa propre expérience, notamment dans le domaine du travail avec les communautés indigènes.

Puisque Castillo Armas avait été le « maître négatif » du Che, c'est un juste retour des choses si maintenant le Comandante Guevara devient un des « maîtres positifs » de la nouvelle génération révolutionnaire guatémaltèque...

LES MILLE ET UN VISAGES

D'UNE INTERVENTION

Pendant ces 30 années, elle s'est poursuivie, intensifiée et diversifiée au point qu'actuellement aucun secteur, village, communauté, bref aucun guatémaltèque ne porte son empreinte. Et elle est si prégnante de par sa complète insertion institutionnelle nationale qu'elle en est parfois oubliée.

Et pourtant...

Encore une fois l'actualité et le passé immédiat en Amérique Centrale semblent se confondre.

LA SOUMISSION DE L'ÉCONOMIE AUX CAPITAUX NORD-AMÉRICAINS

Le contrôle de l'économie guatémaltèque de la part des capitaux nord-américains a une histoire. En effet, Castillo Armas accorde gratuitement à EXMIBAL — Exploration et Exploitation des minerais d'Izabal — un important territoire, riche en nickel, cobalt, fer, asbeste, chrome... Pour cela, il fit modifier la Constitution de 1945, qui soumettait à une décision expresse du Congrès les concessions pétrolières et minières ainsi que l'acquisition de prêts de la part de l'État.

De même l'article 95 de la Constitution, stipulant que seul l'État et les entreprises à capitaux nationaux majoritaires pouvaient exploiter le pétrole, est abrogé.

Le 9 décembre 1964, la nouvelle loi est promulguée, suivie du Code pétrolier en 1955, tous deux élaborés directement par les compagnies pétrolières nord-américaines, à travers leur représentant John D. Park, à l'époque gérant de Basic Ressources International. Ceci permit aux compagnies nord-américaines de négocier directement les exportations de pétrole et de ne payer qu'un pourcentage ridicule égal à 12,5% d'impôt à l'État.

Durant cette même période, les fonctionnaires de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International « mirent la main » sur les réseaux de planification et d'assistance économique conjointement à des spécialistes du groupe Klein & Sacks agissant sur

mandat de l'Agence Internationale pour le Développement (AID). Ce sont eux qui négocièrent le prêt de 18 millions de dollars pour la construction de la route de l'Atlantique ; prêt concédé par la Banque Mondiale (BIRF).

Cette « concession », cette abdication nationale devant le capital nord-américain se poursuivit avec les gouvernements suivants : le Colonel Guillermo Flores, président en 1958, agrandit les concessions de EXMIBAL, en lui attribuant gratuitement 56 325 hectares dans le département de Alta Verapaz.

Le Général Ydigoras Fuentes, après de nombreuses tentatives, prit le pouvoir en 1960, au cours de tractations et négociations avec l'Ambassade américaine. Sous son gouvernement, une nouvelle concession est accordée à EXMIBAL. La Compagnie fit part au gouvernement d'un projet de Code minier comportant un impôt de « bouche de mine » dont le gouvernement guatémaltèque ne reçut jamais rien. C'est sous ce même gouvernement que fut approuvé le Traité Général de l'Intégration Économique ; ce mécanisme permit aux compagnies nord-américaines d'être considérées comme centro-américaines et de contrôler le marché des produits en Amérique Centrale, puisque cette situation les exonère des tarifs douaniers.

C'est le ministre de la Défense d'Ydigoras, Peralta Azurdia, qui prend le pouvoir après avoir fait prisonnier et expulser le président. Il va donner un caractère de loi au Code élaboré par EXMIBAL, y ajoutant l'agrandissement des concessions et leur législa-



Josué Ramirez del Prat



Sam Zemurray, « the Banana Man », un des présidents de l'UFICO et responsables du renversement d'Arbenz en 1954. (Eliot Elisofon, Life, 1951, Time, Inc)

tion : les 410 km² des départements de Alta Verapaz et Izabal leur sont attribués pour une durée de 40 années renouvelables.

L'arrivée au pouvoir de Méndez Montenegro — suite à l'assassinat de son frère candidat à la présidence — fut précédée d'une suite de négociations entre l'Ambassade nord-américaine et la hiérarchie militaire guatémaltèque : Méndez Montenegro ne fut accepté au pouvoir qu'à condition qu'il n'intervienne pas dans les décisions militaires et qu'il accepte le contrôle de l'armée sur la politique nationale. Durant cette période EXMIBAL obtient des concessions « insoupçonables » doublées d'une exonération d'impôts, et la possibilité d'utiliser à titre gratuit les eaux du lac Izabal... et comme si cela n'était pas suffisant, des tarifs préférentiels pour l'utilisation des installations portuaires de Matias de Galvez leur furent accordés.

Le Colonel Arana Osorio « prend le pouvoir » en 1970 après avoir massacré des milliers de personnes en tant que responsable de la région de Zacapa et après avoir collaboré étroitement avec les « bérets verts » envoyés par les États-Unis au Guatemala. Son arrivée au pouvoir consacra la soumission défi-

BIG BROTHER INTERVIENT AU GUATEMALA

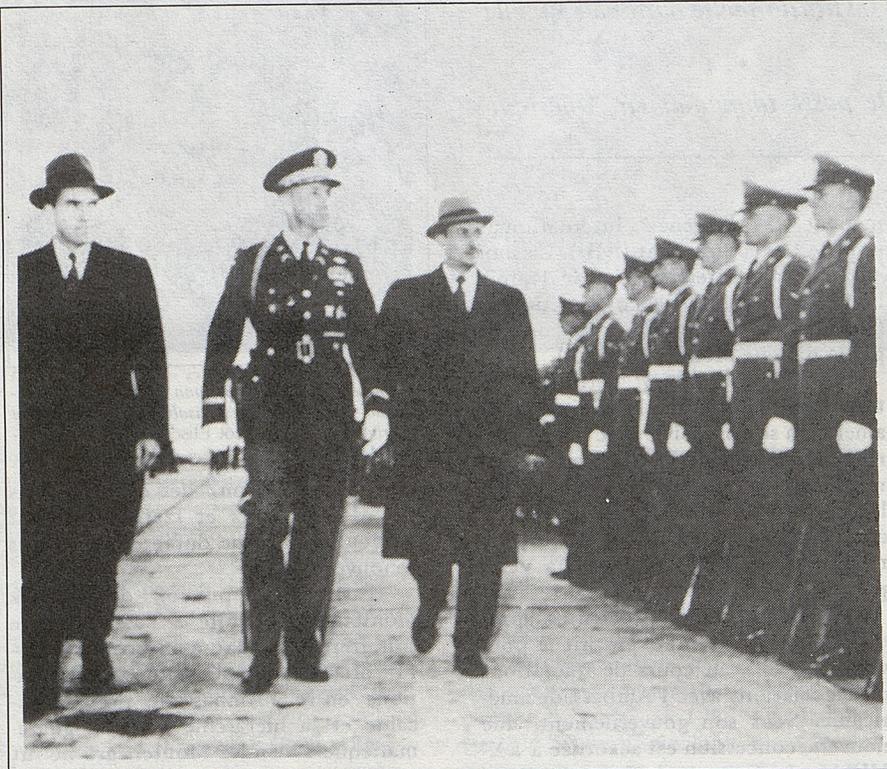
l'initiative du Guatemala au capital nord-américain, à l'Intelligence Service américain qui, à partir de l'expérience acquise au Vietnam, continuèrent d'organiser la pénétration culturelle, politique et idéologique comme nous le verrons plus tard. Sous le mandat de Arana, les militaires guatémaltèques affirmèrent définitivement leur position au sein de l'économie guatémaltèque : à commencer par son fils qui s'appropriera le système de transport de marchandises du principal port du pays sur l'Atlantique, Puerto Barrios et qui réalisa ses opérations immobilières de grande envergure aux alentours de Guatemala City. C'est durant son gouvernement que de nombreux militaires commencèrent à s'approprier systématiquement les terres des régions pétrolières du Peten et de la Frange Transversale du Nord. En ce qui

concerne EXMIBAL : la Compagnie fut autorisée à déposer dans les banques étrangères le total des bénéfices provenant de son activité. Dans les négociations pour obtenir ces bénéfices, EXMIBAL proposa au gouvernement son aide économique. Pour cela, l'entreprise «accepta» de constituer un fonds contre le paiement de la moitié de l'impôt ; fonds qui permettrait à l'État d'acheter une certaine quantité d'actions de l'entreprise elle-même. Un vrai coup de maître !!! L'État actionnaire et le ministre de l'Économie Carlos Molina Mencos se chargeant d'obtenir des crédits garantis par EXMIBAL... ! auprès de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement.

Pendant sa présidence, le général Laugerud poursuivit l'attribution de concessions : 20 km² sont alloués à

par an comme paiement des services de la dette extérieure de EXMIBAL.

Partons de la classification élaborée par la revue *FORTUNE* qui publie chaque année la liste des 500 «corporations» américaines les plus importantes : d'après les ventes, nous voyons qu'entre 1960 et 1969, trente et une entreprises guatémaltèques ont été achetées par des multinationales. Ces achats permettent des bénéfices nets surprenants dus à de telles acquisitions : le capital qui entre en jeu dans la vente reste aux États-Unis en tant qu'actions de l'entreprise acheteuse ; l'achat garanti et permet qu'elle soit classée comme «Industrie Nouvelle» ce qui exonère l'entreprise acheteuse du paiement des impôts pendant 5 ans et permet l'importation de machines avec exemption des droits de douanes.



Un an après le coup d'Etat de 1954. C. Armas était reçu par R. Nixon et sa garde d'honneur ! (Wide World Photos).

concerne EXMIBAL, Arana Osorio continua le processus : pour faire front aux critiques qui s'élevèrent dans différents secteurs guatémaltèques principalement à la faculté de sciences économiques de l'Université, il publia des chiffres et des statistiques élaborés par la compagnie elle-même qui prétendaient démontrer les bénéfices que EXMIBAL apportaient au Guatemala. Appuyée par la Chambre de Commerce nord-américaine au Guatemala et par une certaine presse guatémaltèque, la campagne essaya de montrer la signification économique que représentent les investissements étrangers pour le Guatemala.

Une fois considérée «la situation contrôlée», on accorda de nouvelles

EXMIBAL. Pendant son gouvernement, à travers la répression politique et économique, il garantit à INCO (Compagnie Internationale du Nickel Ltd. du groupe Morgan qui contrôle 80% de EXMIBAL) des bénéfices importants. La INCO a établi un système financier complexe protégeant EXMIBAL, au cas où les généraux guatémaltèques seraient chassés du pouvoir. L'investissement en partie financé par l'Export Bank (la Corporation financière Internationale de la Banque Mondiale), l'Export Guarantee Department du gouvernement anglais, diverses banques privées importantes de l'Export Development Corporation canadienne. Ces entreprises financières étrangères devaient distribuer 25 millions de dollars

LA PÉNÉTRATION DES SERVICES SECRETS ET DE L'ARMÉE

Dès la prise de pouvoir de Castillo Armas, les USA restructurent en profondeur le personnel de l'ambassade et les services de la CIA.

Le personnel de l'ambassade fut «dispersé». L'ambassadeur John Peurifoy, par exemple, fut envoyé par décision personnelle de Dulles en Thaïlande fin 1954 où il meurt dans un accident de voiture le 18 août de l'année suivante. (Corson, W., 1977 : 357).

La même chose arriva aux agents de la CIA : John Doherty, chef de mission au Guatemala, se reconvertit dans le négoce de ciment et resta dans le pays, Enni Hobbing sous-directeur, retourna aux USA et la revue *Life* l'engagea comme reporter...

Les États-Unis réorganisèrent le personnel avec un objectif précis : faire du Guatemala «le modèle», «le plan pilote pour un continent», d'après les termes de S. Jonas dans son livre. En effet, les déclarations officielles du moment sont explicites : R. Nixon vice-président à cette époque, lors d'un voyage au Guatemala en 1954, affirme explicitement qu'il est nécessaire que Castillo Armas puisse faire plus pour le développement du pays que ne «l'ont fait les communistes en dix ans», puisque «c'est la première fois dans l'histoire qu'un gouvernement communiste a été remplacé par un gouvernement libre. Le monde entier est en train d'observer qui réalise le meilleur travail.» Les responsables politiques du moment reconnaissent que l'évolution du Guatemala est déterminante pour le futur de la présence des USA en Amérique Latine «car les gouvernements de ces pays nous observent.» (NACLA, 1974 : 74-76).

La nouvelle équipe diplomatique que les USA envoyèrent au Guatemala à partir de l'automne 1954 était diri-



Un dépôt de carburant bombardé par les pilotes nord-américains, complices des putschistes. (Wide World Photos)

gée par Norman Armour, diplomate de carrière, spécialiste « dans le traitement des situations délicates dans les pays latino-américains. » (HAR, dic. 1954 : 13-14).

Cette équipe comportait des spécialistes militaires qui, en collaboration avec la CIA, vont se charger de la pénétration et du contrôle militaire et policier. En 1954 le Guatemala signe un traité d'assistance militaire avec les USA. A partir de ce moment, du matériel et des experts militaires commencent à arriver au Guatemala : des voitures blindées et des avions de combat, principalement. (HAR, op. cité).

En 1955 le Guatemala signe un autre accord bilatéral d'aide militaire. En juin 1956 Castillo Armas reçoit 5 millions de dollars pour la défense et un an plus tard les USA offrent au Guatemala un sous-marin et un destroyer « comme preuve d'amitié ». C'est durant cette période que débute l'entraînement systématique des militaires guatémaltèques aux USA et dans la zone du canal de Panama, entraînement qui implique « un endoctrinement dans les méthodes et pratiques d'organisation, d'administration, de planification, de maintenance et de toute une série d'habiletés et de concepts... » (M. R : 12).

Ce même type d'instruction fut donné aux forces policières et un nombre important d'officiers de la police guatémaltèque furent les premiers étrangers qui se qualifièrent à l'« école d'entraînement de la police de Pennsylvanie ». (HAR, fev. 1956 : 61). La

CIA pour sa part, prit en charge la responsabilité de l'organisation d'un service secret qui, sous le nom de Comité de défense nationale contre le communisme, s'est vu doté de pouvoirs illimités pour intervenir dans la société civile : il élaborait plus de 72 000 dossiers personnels de « communistes ou sympathisants » (Jonas, S. 1981 : 251). L'action répressive du Comité arriva à de telles extrémités qu'il fut remplacé au début de 1956 par la Di-

rection Générale de Sécurité, à qui l'on confia le contrôle de l'ensemble des corps policiers et la responsabilité des enquêtes sur « les activistes communistes ».

Mais c'est pendant le gouvernement de Ydigoras Fuentes que la CIA et les instructeurs nord-américains s'emparèrent en profondeur des forces armées. Les USA soutinrent la prise de pouvoir par Ydigoras bien que la CIA n'avait aucune confiance en lui. Comme contrepartie Ydigoras permit aux USA l'utilisation du territoire guatémaltèque à la formation de cubains et pour la préparation de l'invasion de Cuba.

Ydigoras convainquit Roberto Alejos — frère de Carlos alors ambassadeur du Guatemala aux USA et intermédiaire entre Ydigoras et la CIA (Schlesinger et Kinzer, 1982 : 265) — pour qu'il cède à la CIA une partie des terres qu'il possédait à Retalhuleu. Ce fut sur celles-ci que les USA établirent leurs camps d'entraînement et leur base aérienne autonome. La présence d'instructeurs de la CIA, d'exilés cubains, de mercenaires... provoqua la réaction de certains secteurs nationalistes au sein de l'armée guaté-

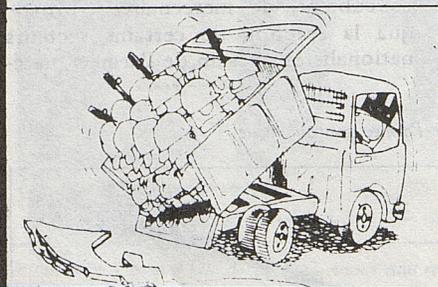
Hélicoptère de marque nord-américaine utilisé par l'armée guatémaltèque.



maltèque : le 13 novembre 1960 se produit le soulèvement de 120 officiers mécontents qui représentaient la moitié de l'armée. Le fort Matamoros de la ville de Guatemala tombe sous leur contrôle ainsi que les casernes de Puerto Barrios et de Zacapa... La CIA, craignant que son action soit menacée par un coup d'État, envoya quelques-uns de ses bombardiers B-26 pilotés par des exilés cubains bombarder ceux qui s'étaient soulevés. Eisenhower pour sa part, dépêcha cinq navires parmi lesquels se trouvait le porte-avion Shran-gri-La, pour patrouiller au large des côtes guatémaltèques. Un secteur de l'armée ne se soumit pas et certains jeunes officiers parvinrent à passer la frontière hondurienne : L. Turcios Lima qui avait été formé à Fort Brenning (Georgie) et Marco A. Yon Sosa, formé au Panama furent de ceux-ci. Tous deux revinrent au Guatemala et s'incorporèrent à l'action de la guérilla.

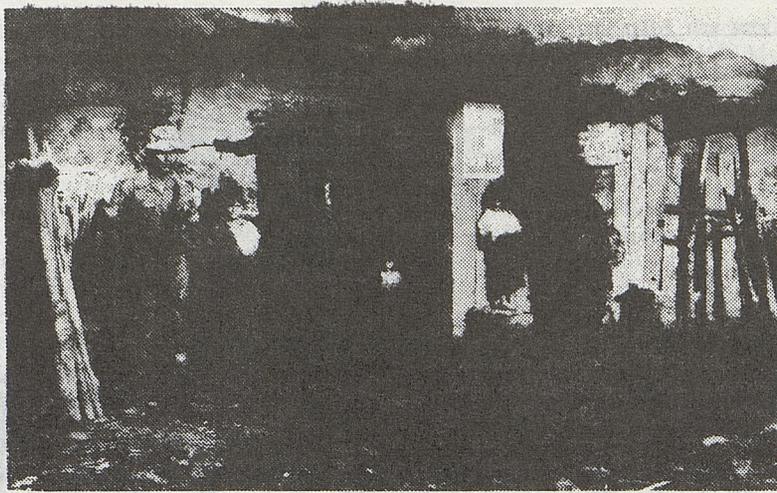
Devant le soutien populaire croissant dont jouissaient les groupes d'opposition, les USA réagirent : Kennedy approuva personnellement le programme de « pacification des départements de Zacapa et Izabal ». Les USA équipèrent la force aérienne guatémaltèque de T-33 et C-47 (avions de transport). De nouveaux instructeurs nord-américains formés au Laos et recrutés au sein des Forces spéciales arrivèrent au Guatemala pour installer une base de contre-insurrection à Mariscos (Izabal).

Avec l'aide américaine, Ydigoras massacra des centaines d'étudiants, de leaders ouvriers, de professionnels... massacres qui permirent aux généraux nord-américains du commandement



des Caraïbes d'affirmer que le programme de contre-insurrection avait été un succès total. Peralta Azurdia, ministre de la Défense, défît et expatria Ydigoras. Pendant son gouvernement la police poursuivit la répression, assassinant 20 membres de la direction du Parti Guatémaltèque du Travail (PGT).

L'arrivée de Julio Mendez Montenegro au pouvoir consacra le contrôle définitif du pouvoir par les militaires d'extrême droite. La direction militaire exigea du président l'autonomie totale. Pendant son gouvernement les USA envoyèrent plus de 100 « bérêts verts » au Guatemala. Sous la pression des militaires, Mendez Montenegro confia au colonel d'extrême droite



Les « villages modèles » : une copie conforme des « hameaux stratégiques » US au Vietnam...

Arana Osorio la direction militaire de la province de Zacapa, lequel, à son tour, se mit à la disposition des spécialistes nord-américains. Les bérêts verts dirigèrent la majeure partie des opérations de contre-insurrection. Face à cette « compréhension » du commandement guatémaltèque les USA fournirent environ 6 millions de dollars pour le développement du nouveau programme d'assistance militaire (MAP) et firent arriver au Guatemala du matériel militaire pour une valeur de 11 millions de dollars. Arana Osorio, avec l'appui des instructeurs nord-américains et des bérêts verts dirigea une campagne de répression sans précédent : c'est durant cette période que surgissent les groupes paramilitaires de toutes sortes comme MANO (Mouvement Anticommuniste National Organisé), NAO (Nouvelle Organisation Anticommuniste), OJO (Oeil pour œil). Les assassinats politiques atteignirent entre 1966 et 1968 près de 8.000 victimes (Preno, D. p. 11-12).

Enfin les États-Unis avaient trouvé l'allié inconditionnel qui leur permettait de contrôler définitivement et en profondeur l'institution militaire et policière du pays, contrôle qui leur permit d'orienter l'ensemble des moyens militaires et policiers « dans la lutte contre le communisme » : Amnesty International chiffre à 30 000 le nombre de personnes assassinées, torturées et séquestrées durant les 15 années après 1966 (A.I., 1981 : 355).

Il est difficile d'évaluer la fonction remplie par les USA dans la destruction des forces vives du pays. Cependant, certains chiffres permettent d'apercevoir l'efficacité du contrôle que les USA ont obtenu de l'armée guatémaltèque : en tenant compte des statistiques que nous présentons jusqu'en 1978, 7 461 membres de l'armée guatémaltèque avaient été formés par le programme International d'Éducation et d'Entraînement Militaire (IMET) des États-Unis, à savoir, près de 25% de l'effectif total. Si nous y

ajoutons les 3 334 « étudiants » entraînés par l'IMET nous constatons que l'intervention et le contrôle nord-américain ont été gigantesques.

Un autre facteur crucial est le programme d'entraînement des forces de la Police Nationale : les USA ont consacré 2,6 millions de dollars de 1966 à 1970 au sein du programme du Bureau de la Sécurité Publique (OPS) nord-américaine pour la formation de guatémaltèques. A cette époque, l'effectif de la police nationale à elle seule est passée de 3 000 à 11 000 hommes et selon les informations nord-américaines, fin 1970, il y avait plus de 30.000 policiers au Guatemala, entraînés dans le cadre du programme de l'OPS. Ce programme de formation à la fin de 1970 était le second par son importance en Amérique Latine, après le Brésil.

Avec Arana Osorio au pouvoir, la stratégie développée précédemment s'institutionnalise : pendant son mandat les disparitions, assassinats... atteignent 15.000 (Preno p. 12).

La pénétration des USA dans l'armée guatémaltèque, par son entraînement et son contrôle, constitue un événement sans précédent en Amérique Latine... En même temps, les « experts » forment « des experts »... !

L'analyse du processus d'« enrichissement » et de corruption à l'intérieur de la structure militaire fait bien comprendre les mécanismes d'action et de contrôle. Sans entrer dans les détails, nous pensons que certaines données sont hautement significatives : à l'époque de Castillo Armas, David A. Phillips, membre actif des dirigeants de la CIA en 1954, écrit que « Armas fut un mauvais président, qui tolérait la corruption dans son gouvernement qu'il était plus enclin à courber l'échine devant la « United Fruit Company » qu'à s'occuper de son peuple... »

Pendant son gouvernement, les militaires commencèrent à s'enrichir en contrôlant les casinos, des entreprises fantômes... Arano Osorio, par l'intermédiaire de son fils, a construit un

réseau de relations dont les bénéficiaires économiques ont augmenté de plusieurs dizaines de milliers de dollars (Jonas, 1981).

Quand Lucas Garcia était ministre de la Défense de Laugerud, il reçut de la Bank of America un prêt de 750 000 dollars lui permettant d'acheter 26 000 acres de terres riches en pétrole sur la Frange Transversale Nord...

On a montré que sous le gouvernement du général Lucas Garcia il y eut une escroquerie de 74,8 millions de dollars... et vers 1981 33% de la région pétrolifère du Peten appartenait aux militaires (Piedrasanta, R, 1984 : 58).

Ces éléments pris au hasard montrent cependant l'ampleur des intérêts économiques de la hiérarchie militaire et constituent un des éléments à tenir en compte pour l'analyse de la situation actuelle au Guatemala.

LE CONTROLE IDÉOLOGIQUE ET SCIENTIFIQUE

Les États-Unis ont investi à partir des années 50 une quantité impression-



Les sectes fondamentalistes : « le soutien fondamental de l'action militaire ».

nante en matériels et en hommes au Guatemala. C'est de cette époque que date la grande pénétration de l'Institut Linguistique d'Été — institut fondé par les sectes fondamentalistes pour étudier les langues indiennes, traduire la Bible et bien se pénétrer de la réalité indienne guatémaltèque —. Pratiquement, la plus grande partie des linguistes — « missionnaires » s'installent dans les communautés en 1952-53.

En même temps, la CIA commence à financer toute une série d'études par l'intermédiaire des Universités de Columbia, Kerkely, Chicago, U.C.L.A.,

Cornell, Harvard... des Fondations Ford, Rockefeller... de Social Science Research Council. (NACLA, 1970).

Au Guatemala, ce sont des hommes clefs qui dirigent ces programmes, liés à l'intelligence service : — Richard Adams — qui par la suite deviendra le principal « expert sur le Guatemala » — a été, aux USA, profondément lié aux « services qui ont préparé l'intervention ». Sous le pseudonyme de Stokes Newbold, il publia une étude intitulée : « *Receptivity to Communist - Fomented Agitation in Rural Guatemala* » sortie en juin 1957 dans *l'Economic Development and Cultural Change*. Selon son propre auteur, la rédaction a été faite avec l'appui de John C. Hill qui fut sous-secrétaire de l'ambassade des USA au Guatemala de 1951 à 1955 (Jonas, 1981) et de Miron Burgin, chef du bureau de l'Information et de la Recherche du département d'État ; réfugié hongrois, ce dernier va appuyer de façon inconditionnelle les « projets » d'Adams et obtient que le Département d'État les finance. Quand on connaît le rôle qu'a joué Adams dans les Sciences Sociales sur le Guatemala... on comprend facilement la signification et l'utilisa-

tion de ses travaux et ceux des membres de ses multiples équipes !

Autre cas significatif : Charles Wagle qui a travaillé dans la région stratégique de Huehuetenango. Son nom figure dans l'étude réalisée par le *Nord American Congress sur l'Amérique Latine* (NACLA, 1970) : membre des services secrets US et des fondations qui orientaient et organisaient les projets au Guatemala et dans d'autres pays d'Amérique Latine.

Un autre chercheur « financé » par le Département d'État : Robert Carmack. Il a travaillé parmi les Quiches ; on en

a sévèrement critiqué le comportement durant le dernier tremblement de terre. Carmack dirige un « pseudo » département de Sciences Sociales à l'Université d'Albany (N.Y.) qui tente de noyauter des étudiants latino-américains pour les « former ».

Des chiffres hautement significatifs de la pénétration profonde de la réalité guatémaltèque sont présentés par Adams en personne (1970 : 141). En 1965 il y a eu au Guatemala 500 nord-américains travaillant dans les zones rurales comme volontaires. Blair (1968) a fait une étude sur la présence des nord-américains au Guatemala entre 1950 et 1967 en relation avec les sciences sociales. L'article est révélateur, on le cite simplement car il est impossible d'en présenter toutes les données ici.

Un autre exemple de ce processus développé par les USA est l'action de Robert Culbertson en tant que Directeur du Programme de l'AID au Guatemala : après avoir occupé la charge de Directeur adjoint de l'AID à Saïgon de 1966 à 1968, il arrive au Guatemala en 1970. Culbertson pense, à partir de son expérience vietnamienne, qu'il est nécessaire d'unir le « développement social » à l'effort général de développement. Pour cela, il développe l'action des « organisations privées » américaines au Guatemala : il fait venir des « volontaires » de l'organisation Amigos de las Americas. Ces volontaires travaillent en étroite collaboration avec l'armée : certains étaient conseillers de l'action militaire dans les zones rurales. Il se passe la même chose avec les Companeros de la Alianza qui se sont infiltrés dans tout le pays.

Tout ceci fut complété par l'appui d'AID et d'autres organismes publics et privés nord-américains aux sectes fondamentalistes qui, pendant les vingt dernières années, ont constitué le soutien fondamental de l'action militaire.

Selon la publication des dernières statistiques, 30% de la population guatémaltèque s'est convertie à l'une des 196 sectes existantes au Guatemala !



SOLIDARITE

A SUIVRE...

Les coordinations nationales de solidarité avec le peuple du Guatemala se suivent mais ne se ressemblent pas. Et c'est tant mieux ! Si la précédente réunion nationale, six mois avant, avait été marquée, entre autres, par la décision de lancer deux campagnes nationales (ce qui fut une première du genre), il s'agissait aujourd'hui de tirer des bilans, de tirer aussi les leçons nécessaires.

C'est ce qu'ont fait durant ce week-end pluvieux les onze comités présents. On pouvait peut-être tout de même regretter l'absence du Collectif Guatemala de Montpellier (un des deux seuls existant en France) ainsi que celle de Terre fraternelle d'Angers, un des groupes les plus anciens travaillant sur le Guatemala.

Après qu'un membre d'une organisation intégrante de l'URNG (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque) ait exposé la situation actuelle au Guatemala et répondu à de nombreuses questions, les tenants et aboutissants de notre travail pour ces derniers mois furent débattus.

Un premier tour de table permit de prendre connaissance des activités liées au Guatemala de chaque comité, mais surtout de constater et soupeser la campagne contre le génocide, sa réalisation, son efficacité et ses lacunes (voir page 32). Il en fut de même pour la campagne financière de l'URNG, impulsée elle aussi à l'occasion de la précédente coordination nationale (voir page 34).

Ces discussions permirent d'évaluer à leur juste valeur les décisions prises antérieurement, l'ampleur de notre travail, et finalement de prendre, notamment, deux résolutions.

La première concerne la mise sur pied d'un bulletin de liaison mensuel assurant la circulation de l'information et la coordination de nos activités entre deux réunions nationales (voir page 33). La seconde, répondant à notre préoccupation d'impulser un travail national à la mesure de nos capacités et de la solidarité avec le Guatemala en France aujourd'hui, a trait à un projet d'aide aux réfugiés guatémaltèques au Mexique.

Après cette coordination nationale, la cinquième, le plus gros travail reste à faire : construire en France la solidarité la plus unitaire et efficace avec un peuple en lutte contre l'oppression et pour la reconnaissance de ses droits légitimes. ■

UNE CAMPAGNE,

UNE EXPERIENCE

La campagne dite « contre le génocide » fut lancée lors de la coordination nationale de solidarité avec le peuple du Guatemala des 25 et 26 septembre 1983. Quel en était le but ? Qu'apparaissait, dans la presse nationale, régionale et locale, un appel des comités présents dénonçant le génocide orchestré en ce moment par le régime guatémaltèque à l'encontre des populations civiles, et plus spécialement indiennes. L'aspect le plus important de cette activité résidait dans le fait que cet appel devait paraître dans les media signé du plus grand nombre de signatures recueillies par chaque comité. Signatures de personnalités, de représentations politiques, syndicales, d'associations humanitaires, religieuses, etc.

Il faut souligner que c'était la première fois qu'une campagne à caractère national était lancée par la coordination des comités de solidarité avec le Guatemala. Son déroulement allait donc aussi permettre de savoir ce que nous étions capables de réaliser à ce niveau.

Quels en furent les résultats concrets ? Malgré trois courriers et beaucoup d'inquiétudes, l'écho fut quasiment nul. A notre connaissance, il n'y eut que deux « réponses ». La première fut celle de Terre fraternelle d'Angers, qui après avoir fait signer cet appel par un large public tenta de le faire paraître dans « Ouest-France ». La seconde émane de Paris sous la forme d'un encart paru dans « le Matin » du 22 décembre 1983 (reproduit dans « Solidarité Guatemala » numéro 23). Au vu des signatures figurant au bas de l'appel, on s'aperçoit que les possibilités étaient nombreuses...

Mais alors, pourquoi nous trouvons-nous à l'heure du bilan face à un résultat si mince ? Les causes sont multiples, les raisons diverses, et l'énumération pourrait en être longue. Nous ne retiendrons que celles qui nous semblent les plus significatives.

Tout d'abord, les dates étaient mal choisies et étant donné le déroulement de cette coordination nationale, il est vrai que la confusion entre les deux différentes campagnes lancées à ce moment était plus que possible. Mais le vrai problème ne se situe pas là.

En effet, il est à noter l'absence d'un débat de fond sur l'à-propos

d'une telle campagne ; autrement dit, les bœufs se retrouvaient loin derrière la charrue. On est en droit de penser que si ce débat avait eu lieu, si les questions avaient été effectivement posées, la surprise eût été autre que celle que nous vivons aujourd'hui.

Ainsi, c'est seulement maintenant que nous nous rendons compte de l'extrême faiblesse du travail des comités vis-à-vis du Guatemala, c'est seulement maintenant que nous réalisons que ce projet était démesuré et était loin de correspondre d'une part à nos possibilités et, d'autre part, et c'est là la principale leçon, à l'idée que peuvent se faire à l'heure actuelle les personnes que nous voulions sensibiliser.

Nous avons lancé un appel dénonçant la politique du gouvernement de Mejia Victores et demandant « de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils s'abstiennent de fournir des armes et toute autre forme d'aide au Guatemala aussi longtemps qu'il sera fait état de violations graves des droits de l'homme dans ce pays », alors que nombreux sont encore ceux et celles qui ignorent même où se situe ce petit pays de l'Amérique latine.

Un peu comme Christophe Colomb croyant « découvrir » l'Amérique ! ■

A L'AIDE !!

Le développement de la solidarité envers la lutte du peuple guatémaltèque demande un effort croissant dans le domaine de l'information. Le Collectif Guatemala de Paris ne pouvant faire face seul à ce travail compte organiser une équipe de traducteurs-traductrices afin de transcrire des textes de l'espagnol en français ; les relations s'établissant par courrier ou téléphone. Alors... en espérant que des lecteurs nous aideront à constituer cette équipe.

Solidairement vôtre : Collectif Guatemala. ■



JE M'INFORME, TU T'INFORMES, IL S'INFORME...

Créer des liens vivants entre les différents comités de solidarité participant de près ou de loin à la solidarité avec le peuple guatémaltèque : ce fut une des nécessités qui ressortirent de la dernière coordination nationale des 24 et 25 mars 1984.

A de nombreuses occasions, fut mentionné le manque d'information que vit chaque comité. Exemple en est le peu de renseignements qu'ont pu obtenir certains comités en ce qui concernait les campagnes lancées quelques mois auparavant. En effet, mis à part lors des coordinations nationales qui se tiennent tous les six mois, il n'y a pratiquement aucun échange d'informations entre les comités de solidarité.

Aussi, non seulement chaque comité n'a pas les moyens de se faire une quelconque idée de ce qui se fait ailleurs, mais le suivi du travail, de l'application, par exemple, des décisions prises ensemble, est rendu impossible.

C'est pourquoi il est apparu indispensable que cette lacune soit comblée, qu'effectivement un minimum de coordination existe, à commencer par l'information, et que le travail na-

tional ne se résume pas uniquement à une réunion à chaque semestre, sans plus. La mise en place d'un courrier régulier semble pouvoir répondre à ce problème.

Les comités présents lors de cette dernière réunion nationale ont donc décidé la mise sur pied d'un bulletin de liaison mensuel, financé par les différents comités qui y participeraient. Ce courrier sera à la charge du Collectif Guatemala de Paris qui en assurera la rédaction et l'envoi.

Quel en sera le contenu ? Il s'agit que ce bulletin de liaison soit un instrument pour le travail de solidarité, qui permette et facilite ce travail. Aussi sera-t-il fait de la manière suivante :

— Tout d'abord, un bref point sur la situation au Guatemala afin que chacun ait les dernières nouvelles et puisse intervenir plus efficacement lors de débats, d'émissions radios, etc.

— Ensuite, et c'est là la raison d'être fondamentale de ce bulletin de liaison, des informations concernant la solidarité à proprement parler. C'est-à-dire tout ce qui concerne des possibilités de travail ponctuel, comme par

exemple des envois de télégrammes de protestation, une pétition, etc. Cela pouvant traiter aussi de ce qui se fait en dehors des comités, comme, entre autres, les circulaires d'Amnesty International pour les personnes « disparues » ou les bulletins de la Fédération des droits de l'homme, etc.

Mais l'information doit être donnée aussi sur ce que font les comités, quelle que soit l'échelle à laquelle ils travaillent pour le Guatemala. Il doit être possible de connaître quelles sont leurs activités, leurs formes de travail, leurs projets, etc. **DONC, CE BULLETIN DE LIAISON EST EN FAIT LA SYNTHÈSE DE TOUTES LES INFORMATIONS QUE DONNERONT LES COMITÉS, INFORMATIONS QUI SERONT RASSEMBLÉES PAR LE COLLECTIF GUATEMALA DE PARIS.** Aussi, la réalisation de ce projet dépend-elle directement de la participation effective des comités.

— Pour finir, ce bulletin de liaison peut être le support pour toutes les informations concernant la solidarité. Que ce soient des adresses, des contacts, du matériel, etc.

Ce projet est important : il se veut permettre aux militants de la solidarité d'être eux-mêmes davantage informés afin que leur travail de sensibilisation soit ensuite plus conséquent et efficace. Un outil qui, espérons-le, servira beaucoup et longtemps. ■

Le Guatemala est présent chez GALLIMARD

Miguel Angel Asturias
(Prix Nobel de littérature en 1967)

* *Légendes du Guatemala* (1953)
Trad. par Francis de Miomandre
256 p.

* *Claireveillée de Printemps* (1966), poésie
Trad. par René L.-F. Durand
Edition bilingue, 144 p.

Elisabeth Burgos

* *Moi, Rigoberta Menchu* (une vie et une voix,
la révolution au Guatemala)
Trad. par Michèle Goldstein
327 p.

* *L'Ouragan* (1955), roman
Trad. par Georges Pillement
288 p.

5 numéros :
30F

ABONNEZ-VOUS
À

**AMÉRIQUE
CENTRALE**

en lutte

A envoyer avec votre adresse
à *Amérique Centrale en Lutte*
68 rue de Babylone - 75007
Paris

SOLIDARITE

LA CAMPAGNE FINANCIERE

CONTINUE !

En effet, la campagne économique «Pour la construction d'un nouveau Guatemala» — impulsée par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, URNG — ne prendra fin que dans un mois. Rappelons-le, cette campagne fut lancée lors de la coordination nationale des 25 et 26 septembre 1983.

Aujourd'hui, les sommes recueillies (voir lettre ci-contre) témoignent de l'appui que cette campagne a pu trouver en France. Mais

l'écho qu'a pu jusqu'à maintenant rencontrer cette initiative reste insuffisant. Il y a beaucoup à faire encore : preuve en est le matériel produit dans le cadre de cette campagne qui reste toujours disponible. Si les tracts ont été largement diffusés, bon nombre de bons de soutien et surtout d'affiches sont encore là.

Aussi est-il important que tout ce matériel soit diffusé avant la fin de la campagne, fin mai, étant donné qu'ensuite il n'aura plus de raison d'être... L'affiche (au prix uni-

taire de 1,20 franc) peut être utilisée non seulement à l'occasion de soirées, meetings, etc, mais aussi pour des collages afin que l'URNG apparaisse en tant que telle, ainsi que le Guatemala, la plupart du temps absent des murs de nos villes...

Pour tout versement à la campagne économique de l'URNG : compte BNP numéro 200-289-46, Collectif Guatemala «Campagne Guatemala».

Paris, 23 mars 1984.

Aux comités de solidarité avec le Guatemala et l'Amérique Centrale en France.

Chers compagnons,
Nous profitons de l'opportunité de cette réunion de coordination tenue à Paris les 24 et 25 mars de cette année afin de vous rappeler que la campagne économique de soutien à l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque — URNG — touchera à son terme au mois de mai prochain. En dépit des difficultés que nous avons eues à la promouvoir, nous vous informons que jusqu'à présent, nous avons pu recueillir 45.000 F approximativement, somme qui peut être supérieure si pendant les deux mois qui restent, nous réalisons un effort collectif dans la préparation d'actes de solidarité et la vente de matériel fabriqué à cette fin. Le Collectif Guatemala de Paris a lancé une campagne de bons de soutien et a imprimé une affiche appropriée, ce qui nous permettra, si les conditions de diffusion et de vente sont réunies, d'obtenir davantage de fonds. Fonds qui seront ensuite versés dans le compte unitaire, aux Pays-Bas. C'est dans ce compte que sont également versées les sommes recueillies dans les autres pays d'Europe.

Le début de 1984 a été marqué par une grande activité de la part de l'URNG contre la dictature du général Oscar Mejia Victores et maintenant plus que jamais la lutte du peuple guatémaltèque pour sa libération a besoin de la solidarité internationale.

Unis dans la solidarité,
fraternellement,

Le responsable en France de l'équipe européenne pour la campagne économique de soutien à l'URNG.



NICARAGUA

Aujourd'hui

enfin un MENSUEL sur le NICARAGUA, pour :

CONNAITRE l'expérience unique du Nicaragua, contribution riche en débats, réalisations, difficultés aussi, dans la recherche d'une sortie non-alignée du sous-développement.

DEFENDRE le Nicaragua d'aujourd'hui contre la détermination des Etats-Unis à le ramener à son arrière-cour.

ABONNEMENTS :

Etudiants et chômeurs : 60 F par an
Abonnement normal : 90 F
Abonnement de soutien : 100 F minimum



Chèques à l'ordre du COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE NICARAGUA
14, rue de Nanteuil - 75015 PARIS



NOUVELLES DU GUATEMALA

Ce petit pays, situé au centre de la mosaïque de l'Amérique centrale, fait trop souvent partie des oubliés des médias. Le bulletin du collectif Guatemala *solidarité*, vient opportunément apporter une multitude d'informations sur ce pays en pleine guerre civile. On y trouve, en particulier, des dossiers économiques d'une excellente qualité, et qui montrent comment le développement dépendant, dans l'orbite des USA, conduit à l'affrontement et au génocide de peuples.

• Guatemala *solidarité* N° 22 - 6 F
rue du Théâtre 75015 Paris.

Bulletin Solidarité Guatemala

Pour aider
les comités de solidarité dans
leur travail d'information
de dénonciation
Pour soutenir le peuple
guatémaltèque dans sa lutte
contre l'oppression et pour
son autodétermination,

Abonnez-vous!

Abonnement 1 an : 36 F.
Abonnement de soutien : 60 F.
Chèques à l'ordre de « Collectif Guatemala ».
67, rue du Théâtre 75015 Paris.

Solidarité Guatemala, N° 21, septembre/octobre 83. « La problématique de la femme guatémaltèque ne peut se concevoir d'une façon isolée, mais doit être insérée dans la vie sociale et la réalité du pays ». « La lutte, nous devons la mener ensemble, hommes et femmes, indiens et ladinos, pour accéder à la victoire ». Un dossier aux témoignages bouleversants, des Femmes en lutte au Guatemala. Solidarité Guatemala - 67, rue du Théâtre, 75015

Communiqué

parution : juin

La pensée vivante de Sandino

70 F au lieu de 95 F

480 pages



Un ouvrage fondamental pour comprendre la révolution nicaraguayenne : les écrits de Sandino en français avec une introduction de Sergio Ramirez, coordinateur de la Junte de gouvernement et une présentation de Jean Ziegler.

B
LA BRECHE

Je souscris pour exemplaires à **70 F**
Frais de port x **13,10** par exemplaire :
Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.

Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom Prénom

Adresse

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11^e (M^o Nation).



CINQ CENTS LICENCIEMENTS

« MADE IN USA »

Depuis la fin de l'année dernière, une nouvelle vague de répression frappant principalement les syndicalistes, déferle sur le Guatemala. Les travailleurs, qui occupent l'usine Coca-Cola depuis plus d'un mois, défendent leur emploi et leur syndicat au risque de leur vie. Il est plus que probable que s'ils devaient se disperser sans que l'usine reprenne son activité ni qu'un autre accord les protège, ils risquent de devenir à leur tour des victimes de la répression.

Guatemala-Ciudad - Vendredi 17 février 1984, 22 heures : la direction de l'entreprise Embotelladora Guatemalteca S.A. (EGSA) informe le syndicat des travailleurs (STEGAC) de la suspension des activités de l'entreprise le lendemain à 9h.

Les dirigeants quittent l'entreprise, emportant les documents comptables. Cette usine qui emploie 460 personnes à la production et 700 à la distribution (concessionnaires) est une des trois filiales locales de la transnationale Coca Cola Inc.

La réponse des travailleurs est immédiate : toute surveillance ayant été retirée, l'occupation est décidée afin de protéger l'outil de travail. Depuis bientôt deux mois la situation à EGSA reste bloquée : qu'en est-il exactement ?

La direction de l'entreprise motive cette décision par un endettement total de 15 millions de dollars soit l'équivalent de quatre années de chiffre d'affaires : en clair l'entreprise n'est pas rentable et 6 millions de dollars sont demandés pour le maintien de la production. Le syndicat, le STEGAC ; affilié à l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et affiliés (UITA) oppose à ces arguments (certes chiffrés mais non explicités) un bénéfice net de 9 millions de dollars dans la seule zone de la capitale pour 1983.

Dès lors, si l'entreprise est rentable, les licenciements seraient motivés par des raisons extra-économiques, disons-le, politiques. C'est l'analyse menée par le Comité national d'unité syndicale (CNUS).

En effet depuis 1975, date de naissance du syndicat, le patron de choc

entamait une bataille personnelle contre le communisme, secondé dans sa tâche par les escadrons de la mort, l'armée secrète anti-communiste (ESA).

Disparitions, séquestrations puis assassinats se succédèrent.

Le secrétaire général du syndicat Israël Marquez échappe par miracle à trois tentatives d'assassinat pour finalement se réfugier à l'ambassade du Venezuela et participer à la lutte, mais cette fois de l'extérieur. En cette fin 1978, l'ESA prononçait *nominalement*, dans son bulletin numéro 6, 24 condamnations à mort à cause de leur « attitude néfaste de créer des syndicats dans les usines ».

Au cours des mois suivants, beaucoup des personnes nommées furent assassinées.

I. Marquez, avec l'appui des syndicats du Costa Rica et du Venezuela, dénonça aux États-Unis, à Coca Cola même, la répression des travailleurs guatémaltèques où 400 autres ouvriers supplémentaires avaient reçu des menaces de mort.

En définitive, et ce au mois de janvier 1980, la lutte fut victorieuse grâce à l'appui de la CNT, de la solidarité du conseil national des églises des États-Unis (dont certaines églises membres possédaient des actions) et à la solidarité internationale de 160 syndicats de travailleurs affiliés à la UITA dans 58 pays.

L'usine guatémaltèque dénoncée comme camp de concentration fut vendue par Trotter à Administration and investment of Central America ; les nouveaux actionnaires reconnaissant l'exercice des droits syndicaux au

sein de l'entreprise, la convention collective et y investissant entre 12 et 14 millions de dollars.

A travers cette histoire particulière de l'usine Coca Cola de Guatemala-Ciudad, il devient clair qu'il s'agit aujourd'hui, dans un pays en guerre sociale, de remettre en cause cet acquis. Plusieurs éléments de la crise actuelle viennent conforter cette analyse : en premier lieu, le STEGAC avait constaté déjà en décembre dernier que EGSA cédait des réseaux de distribution et un important stock de bouteilles à deux autres sociétés d'embouteillage qui détiennent la licence Coca-Cola à Retahuleu, l'autre qui produit sous licence à Puerto Barrios. A la différence de la EGSA, les deux autres sociétés sont non-syndiquées.

D'autre part l'argument de non rentabilité de l'usine, hormis le fait qu'il ne soit aucunement vérifié, pose problème, puisque l'usine a déjà trouvé preneur, mais sans son personnel actuel évidemment. Or la réponse de Ted Circuit, dirigeant de la Coca Cola Inc., fut la suivante : « Si les travailleurs apportent le montant de la dette de la succursale guatémaltèque qui s'élève à 12 millions de dollars, alors le dialogue pourra s'entamer sinon il n'y aura rien à discuter. »

S'agirait-il de payer 12 millions de dollars pour une usine non rentable ? C'est apparemment ce que sont prêts à faire ceux qui sont prêts à l'acheter.

A la suite de cette réunion qui s'est tenue à Atlanta (Georgie) en présence du secrétaire général de la UITA, Dan Gallin, il a été décidé d'appeler à la solidarité internationale, seul moyen de faire pression sur la transnationale, notamment à travers une campagne de boycottage ; moyen qui entre 1978 et 1980 a fait ses preuves.

Enfin, en ce qui concerne la position de la direction et d'un point de vue strictement économique, la question reste entière et incontournable : comment se fait-il qu'une entreprise disposant d'un marché assuré vende à perte ? ■